

Discours du budget

2016-2017

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Monsieur Robert C. McLeod
Ministre des Finances

**Deuxième session de la
Dix-huitième Assemblée législative**

1^{er} juin 2016



If you would like this information in another official language, call us.

English

Si vous voulez ces informations en français, contactez-nous.

French

Kīspin ki nitawihtīn ē nīhīyawihk ōma ācimōwin, tipwāsinān.

Cree

Tłı̨chǫ́ yati k'èè. Dí wegodi newq dè, gots'o gonede.

Tłı̨chǫ́

ʔerıhtł́is Dëne Sųłiné yati t'a huts'elkér xa beyáyatı thezä zat'e, nuwe ts'ën yólti.

Chipewyan

Edı́ gondı́ dehgáh got'je zhatié k'éé edatł́éh enahddhę nıde naxets'é edahłí.

South Slavey

K'áhshó got'ıne xədə k'é hederı ɂedlıhtl'é yeriniwé nídé dúle.

North Slavey

Jii gwandak izhii ginjìk vat'atr'ijahch'uu zhit yinohthan jí', diits'at ginohkhìi.

Gwich'in

Uvanittuaq ilitchurisukupku Inuvialuktun, ququaqluta.

Inuvialuktun

Ćı̨dɬ ɻɻı̨bΔ́ ɻɻLJ&Ŕ ɬǫbɻɻC̨bɻɻɻ, ɬɻɻC̨bɻɻɻ ɬɻɻb̨ɻɻąbɻɻC̨bɻɻ.

Inuktitut

Hapkua titiqqat pijumagupkit Inuinnaqtun, uvaptinnut hivajarlutit.

Inuinnaqtun

Division de la politique budgétaire : 867-767-9158

Ministère des Finances

Introduction

Monsieur le président, ce premier budget de la 18^e Assemblée législative vise à assainir nos finances pour que nous puissions continuer à offrir des programmes et des services de qualité pendant toute la durée du mandat de la présente Assemblée législative et prioriser les enjeux chers aux Ténois. Nous avons travaillé de concert avec les députés siégeant aux divers comités permanents afin de faire les choix qui permettront de garantir la pérennité des programmes et des services de base dont la population a besoin et de concrétiser les priorités de la présente Assemblée législative.

Nous comptons maintenir la viabilité financière au cours du mandat de l'Assemblée législative. L'économie des TNO fait face à des défis importants, qui ont de lourdes conséquences sur nos recettes. Le présent budget concilie la nécessité pour nos résidents d'avoir accès à des programmes essentiels avec des investissements stratégiques dans l'infrastructure, qui faciliteront la prestation des programmes et soutiendront l'économie sans compromettre notre viabilité financière.

Notre objectif est clair : nous devons aligner nos dépenses sur nos recettes et renforcer cet engagement tout au long de notre mandat. Voilà le sens du mot « viabilité ». Nos recettes s'annoncent stables, tandis que les besoins en programmes et services continuent d'exercer une pression sur la croissance des dépenses. Nos recettes viennent principalement des transferts fédéraux, et notre petite assiette fiscale ne peut pas combler l'écart avec les dépenses, à moins d'augmenter dramatiquement le coût de la vie et des affaires sur le territoire. L'emprunt constitue une option limitée et, tôt ou tard, il faut bien rembourser sa dette. C'est pourquoi la gestion prudente des dépenses est au cœur de notre stratégie de viabilité financière.

Malgré tout, soyons bien clairs : le budget 2016-2017 n'est pas un budget d'austérité.

Le budget du GTNO s'élève à 1,98 milliard de dollars pour 2016-2017, dont 1,66 milliard est consacré au budget de fonctionnement, comme indiqué dans le budget principal des dépenses, et 320 millions de dollars aux investissements dans les infrastructures, comme cela a été approuvé dans le budget des immobilisations de l'automne passé.

À l'évidence, il n'est pas viable d'éponger des dépenses de 1,98 milliard avec des recettes de 1,8 milliard de dollars. En pratique, ce manque à gagner obligera le GTNO à augmenter ses emprunts à court terme de 54 millions de dollars pour répondre à ses besoins courants.

Emprunter à ce point, c'est un peu comme atteindre sa limite de crédit : à un moment ou un autre, il faut payer son solde. C'est pourquoi l'excédent de fonctionnement de 119 millions de dollars est essentiel pour maintenir un plan d'emprunt prudent, financer les infrastructures nécessaires aux programmes et faire rouler l'économie. Nos sources de revenus sont limitées, et nous ne pouvons pas dépenser ce que nous n'avons pas. Nous devons rétablir l'équilibre entre nos dépenses de fonctionnement et nos recettes, sans quoi notre capacité à gérer notre déficit infrastructurel de 3,4 milliards de dollars continuera de s'effriter. Si nous n'arrivons pas à prendre les décisions budgétaires difficiles, à refuser ce qui n'est pas prioritaire et à admettre que certains projets ne permettent pas de tirer le meilleur parti des sommes disponibles, nous ne pourrons pas financer nos priorités, comme les établissements de soins prolongés, les logements pour aînés, les logements abordables, les infrastructures d'énergie de remplacement et les infrastructures de transport en vue de diminuer le coût de la vie. Notre avenir financier dépend de notre capacité à agir dès maintenant pour assainir nos finances.

Nous avons relevé le défi de porter un regard critique sur la gestion de nos finances. Nous comptons prendre les bonnes décisions aujourd'hui, pendant que la situation est encore gérable et que les conséquences sur l'économie ténoise et les programmes du GTNO peuvent être atténuées.

Comme nous l'ont souligné les résidents des TNO dans le cadre du Dialogue sur le budget ouvert au printemps, nous devons éliminer les dépenses inutiles pour libérer les ressources nécessaires au financement des programmes et des services essentiels. Nos ministères travaillent là-dessus. Par exemple, certains nous ont demandé de modérer les contrats et les déplacements non essentiels; c'est pourquoi tous les ministères prévoient réduire leurs dépenses liées aux déplacements, aux télécommunications, aux honoraires, aux contrats et à l'achat d'autres menus services de près de 2,5 millions de dollars cette année. D'autres ont remis en question la pertinence d'avoir une unité distincte consacrée au pétrole et au gaz; nous avons donc fermé le Bureau de planification des ressources pétrolières de la vallée du Mackenzie, ce qui représente une économie de 665 000 \$. On nous a dit qu'il ne suffisait pas de maintenir le statu quo, qu'il fallait rationaliser les programmes par une approche axée sur les résultats. C'est pourquoi nous fusionnons les services au personnel et les services financiers partagés pour économiser 1,2 million de dollars par année.

En définitive, le présent budget répartit nos ressources limitées aussi efficacement que possible pour financer les programmes et les services gouvernementaux et concrétiser notre vision d'une économie forte permettant aux Ténois de profiter d'emplois et d'occasions que seules des collectivités prospères sont à même d'offrir.

Perspective économique

Monsieur le président, notre dépendance au secteur des ressources pour créer des emplois de qualité et des possibilités d'affaires localement signifie qu'il faut adopter une vision à long terme de l'économie et des répercussions sur notre situation budgétaire.

En 2016, notre économie est la seule au Canada qui est encore plus faible que sa moyenne de 2003 à 2007, avant la récession. Malgré trois ans de croissance modérée, notre économie est la plus volatile au Canada. Notre petite économie ouverte et tributaire des ressources est à la merci d'événements mondiaux indépendants de notre volonté, et nous devons dénicher les ressources budgétaires nécessaires pour soutenir sa croissance et sa diversification par des investissements stratégiques visant à réduire le coût de la vie et des affaires et en mobilisant d'autres ressources pour développer notre bassin de main-d'œuvre locale.

Actuellement, la partie sud du territoire se porte bien; la construction de la mine de diamants Gahcho Kué tire à sa fin, et la mine sera opérationnelle d'ici la fin de l'année. La construction d'une liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie a encouragé l'installation d'antennes paraboliques supplémentaires à la station-relais pour satellite d'Inuvik, ce qui améliore les perspectives de diversification économique dans la vallée du Mackenzie. L'achèvement de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk diminuera le coût de la vie à Tuktoyaktuk et stimulera le tourisme dans la région de Beaufort-Delta. La rénovation de l'hôpital territorial Stanton permettra d'améliorer la qualité des services de santé aux TNO, ce qui en fera un endroit où il fait mieux vivre et travailler.

Cela dit, dans à peine sept ans, nous pourrions perdre une voire deux de nos mines de diamants de calibre mondial. Les nouveaux projets d'exploitation des ressources en cours de planification ne remplaceront pas les emplois, les occasions d'affaires, ni les recettes publiques que représentent ces mines.

Les nouvelles mines et autres projets de mise en valeur des ressources dépendent des investissements dans l'exploration, qui sont au mieux hésitants. La faiblesse du prix des produits de base a paralysé l'exploration pétrolière et gazière, et les projets de gisements minéraux prometteurs peinent à obtenir du financement.

Selon une enquête sur les intentions d'investissement en capital, les entreprises ténoises appréhendent la prochaine année; on prévoit un recul de 35 % de l'investissement privé de 2015 à 2016.

Par ailleurs, nous reconnaissions la nécessité de continuer à diversifier l'économie. Nous devons investir dans les secteurs capables de résister à la fermeture des mines qui sont les piliers de notre économie depuis des années. Il nous faut gérer nos ressources budgétaires de façon à nous préparer à la transformation à venir de notre économie. Tout comme nous nous préparons aux changements climatiques par un travail d'avant-garde sur les mesures d'adaptation et d'atténuation, nous devons aussi nous préparer à une économie différente dans un avenir proche.

Stratégie budgétaire

Monsieur le président, notre stratégie budgétaire repose sur le principe fondamental qu'il faut dépenser selon ses moyens. La croissance démographique nulle, la faiblesse du prix des produits de base et le ralentissement des économies canadienne et ténoise qui en

découle signifient que les recettes totales devraient stagner pendant les cinq prochaines années. Sans réduction des dépenses, notre avenir financier n'est pas viable. Ne pas agir reviendrait à léguer un fardeau encore plus lourd aux générations futures. Si nous ne relevons pas le défi de vivre selon nos moyens, nous réduirons à néant notre capacité future à réaliser des investissements stratégiques pour soutenir l'économie, améliorer les programmes et les services offerts aux Ténois et résister aux fluctuations des recettes et des dépenses.

Au printemps, le Fonds monétaire international a affirmé, et je cite : « Il est essentiel de rétablir une croissance vigoureuse pour relever les défis budgétaires à venir. » Nous sommes tout à fait d'accord. Nous voulons donner à notre gouvernement assez de marge de manœuvre financière pour investir dans les infrastructures essentielles qui stimuleront l'économie et permettront à nos résidents d'y participer activement.

Notre stratégie budgétaire cherche à surmonter ces épreuves en alignant la croissance des dépenses sur celle des recettes. Comme les recettes ne progressent pas, nous avons fait le pari de revoir nos dépenses dans certains domaines. Nous avons certes réussi à faire des réductions, mais surtout à réorganiser nos dépenses pour protéger les programmes et les services essentiels aux habitants et aux entreprises des TNO et dégager des ressources destinées aux priorités de l'Assemblée législative.

Ces mesures témoignent de notre adhésion ferme aux principes de la Politique de gestion responsable des finances. Conformément aux lignes directrices de cette politique de gestion prudente, nous n'emprunterons pas pour couvrir nos dépenses de fonctionnement courantes, et nous gérerons nos dépenses de façon à générer des excédents de fonctionnement à même de financer au moins la moitié de nos investissements dans les infrastructures. Ces excédents nous permettront de profiter d'un financement fédéral de 45 millions de dollars dans le cadre d'un programme de partage des coûts d'infrastructure. En plus de nous aider à maintenir la cote de crédit Aa1 qui garantit la stabilité de nos coûts d'emprunt, ils nous donneront une marge de manœuvre pour composer avec les imprévus, comme les feux de forêt. Sans ces excédents, nous n'arriverons pas à investir dans les infrastructures comme les établissements de soins, les écoles, les parcs, les routes et les voies de roulement pour offrir les programmes gouvernementaux essentiels et faire tourner notre économie.

Pour amasser ces excédents, il faut agir dès maintenant.

Il faut notamment aligner la croissance des dépenses sur l'augmentation de la subvention de la formule de financement des territoires, qui stimule la croissance des recettes totales. Nous visons 150 millions de dollars en économies ou en nouvelles recettes pour produire un excédent de trésorerie à court terme d'ici la fin du mandat de la 18^e Assemblée législative. Le présent budget fait le gros du travail. Nous réduirons les dépenses de près de 53 millions de dollars et générerons 15 millions de dollars en nouvelles recettes sur quatre ans. Ensemble, la réduction des dépenses et l'augmentation des recettes représentent presque 68 millions de dollars, soit près de la moitié de notre objectif.

Nul doute que la compression des dépenses publiques se répercute sur l'économie, et que le choix du type de dépenses à sabrer est important. Nous travaillons d'arrache-pied pour limiter le nombre d'employés touchés et réduire au minimum les effets négatifs sur la prestation des programmes, mais nous savons que notre défaut d'agir pour assainir nos finances aurait des conséquences plus graves encore sur les programmes et les services gouvernementaux à l'avenir. Notre gouvernement est prêt à agir maintenant et refuse de laisser la prochaine Assemblée législative aux prises avec un problème qui ne fera que s'aggraver.

Points saillants du budget

Le présent budget propose de fixer les dépenses de fonctionnement à 1,66 milliard de dollars et témoigne des efforts déployés par les ministères pour réaliser toutes les économies possibles et continuer à offrir des programmes et des services de premier ordre. On prévoit une baisse de près de 1 % des recettes totales par rapport à l'an dernier (1,8 milliard de dollars en 2016-2017).

Ces efforts produiront un excédent de fonctionnement de 119 millions de dollars, ce qui n'est pas suffisant pour continuer à investir dans les infrastructures et nous affranchir de la dépendance aux emprunts à court terme.

Recettes

Monsieur le président, nous avons revu notre régime d'imposition pour nous assurer de générer le plus de recettes possible afin de payer les programmes et les services gouvernementaux, sans compromettre notre soutien à l'économie ténoise. Le coût élevé de la vie, du travail et des affaires aux TNO motive notre objectif de maintenir un régime d'imposition stable et concurrentiel fondé sur une politique fiscale bien établie qui produira les recettes nécessaires pour financer les programmes et les services importants, tout en encourageant les gens à vivre et à travailler aux TNO et les entreprises à investir dans notre économie.

Le présent budget ne comprend ni nouvelles taxes ni nouveaux impôts. L'impôt foncier et certains droits seront indexés sur l'inflation. Nous comptons aussi restructurer les frais de l'aéroport de Yellowknife selon les moyennes de l'industrie.

L'aéroport de Yellowknife est un établissement bien géré qui représente un atout indispensable pour l'économie ténoise. Son personnel dévoué sert l'ensemble du territoire. L'aéroport est toutefois limité par son appartenance à un ministère, dans la mesure où il exerce ses activités sur un marché concurrentiel. Nos redevances d'atterrissement et nos redevances pour services terminaux sont faibles par rapport à celles d'aéroports semblables, voire plus petits, au Sud, si bien que ce sont en réalité les contribuables qui assument des frais d'exploitation de 3 millions de dollars par année.

Le présent budget propose d'éliminer l'apport des contribuables en alignant les frais de l'aéroport sur ceux d'aéroports comparables au Sud et en facturant des frais

d'améliorations aéroportuaires de 20 \$ par passager voyageant vers le Sud et de 10 \$ par passager voyageant vers le Nord. Une fois mis en œuvre, ces changements produiront environ 10 millions de dollars en nouvelles recettes par année. Nous proposons d'établir un fonds renouvelable pour l'aéroport de Yellowknife, qui servira à améliorer les services, à investir dans les immobilisations, à promouvoir l'entreprise et à mieux positionner l'aéroport comme un atout essentiel pour stimuler et diversifier notre économie.

Il faut faire preuve de réalisme quant à ce qu'on peut et ne peut pas faire pour augmenter les recettes. Les quelques mesures qui pourraient générer d'importantes recettes freineraient l'investissement privé et la croissance économique, ce qui laisserait des personnes et des familles avec moins d'argent dans leurs poches, alors même que le coût de la vie continue de grimper. La croissance des recettes fait partie de la solution, mais nous ne pouvons pas compter sur ce seul aspect pour résoudre tous nos problèmes financiers. Notre assiette fiscale est simplement trop petite. Notre économie ne s'est toujours pas complètement remise de la dernière récession. La meilleure option consiste à soutenir et à faire croître notre économie pour élargir notre assiette fiscale et faire augmenter nos recettes autonomes et la subvention de la formule de financement des territoires.

Dépenses

Monsieur le président, les mesures prises pour gérer nos dépenses de façon responsable comprennent 35 millions de dollars en nouvelles initiatives pour réaliser les priorités de la 18^e Assemblée législative et 29 millions de dollars pour compenser la croissance forcée des programmes existants. Nous avons contrôlé les dépenses totales prévues au budget en 2015-2016 en coupant 27 millions de dollars dans des programmes arrivant à échéance en 2015-2016, et 31 millions de dollars dans des programmes en cours qui seront réduits à compter de 2016-2017.

Monsieur le président, dans l'esprit de collaboration et de coopération qui définit notre modèle de gouvernement par consensus, nous avons collaboré avec divers comités permanents pour protéger 4,3 millions de dollars dans les programmes, notamment 900 000 \$ dans un programme d'emploi dans les petites collectivités et 650 000 \$ de financement aux programmes pour la jeunesse, les collectivités et les organismes bénévoles.

Nous protégeons les programmes sociaux de base offerts à nos résidents en leur réservant 1 milliard de dollars sur notre budget proposé de 1,66 milliard. Les économies réalisées ajouteront 7 millions de dollars au budget du ministère de la Santé et des Services sociaux pour financer des établissements de soins et des lits de soins de longue durée et mettre en œuvre la nouvelle *Loi sur la santé mentale*, ce qui portera les dépenses totales du ministère à 414 millions de dollars.

Cette année, le budget du ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation grimpera de 6 millions pour s'établir à 316 millions de dollars. Cette hausse servira à bonifier le soutien aux étudiants de niveau postsecondaire, à aider les enfants de familles à faible revenu et à créer des programmes d'emploi pour les personnes handicapées. À partir

du cadre budgétaire actuel, le ministère prévoit modifier considérablement le mode de financement des services de garde et des garderies en milieu familial pour renforcer ces programmes. Ces changements, de même que les autres initiatives de la stratégie de développement de la petite enfance Partir du bon pied, illustrent notre souci permanent de prendre soin de nos plus jeunes résidents.

Nous nous sommes engagés à éviter de réduire nos dépenses au détriment des collectivités des TNO et avons plutôt augmenté le financement communautaire de base de 2 % dans le budget de 104 millions de dollars du ministère des Affaires municipales et communautaires. Comme les 127 millions de dollars accordés au ministère de la Justice, ce financement montre que nous avons à cœur d'aider les collectivités à offrir des programmes et des services essentiels à leurs résidents. Notre contribution totale aux programmes sociaux, en comptant celle de 82 millions de dollars à la Société d'habitation des TNO, s'élève à plus d'un milliard de dollars, soit 63 % du budget de fonctionnement total.

Nous dépenserons aussi 423 millions de dollars pour protéger l'environnement et soutenir l'économie. Le présent budget accorde 90 millions de dollars au ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles pour protéger et gérer l'environnement et la faune et 28 millions de dollars au ministère de l'Administration des terres pour gérer l'utilisation durable des terres publiques de façon équitable et transparente, dans le respect des valeurs écologiques, sociales, culturelles et économiques.

En 2016-2017, le ministère des Transports est pourvu d'un budget de 125 millions de dollars pour assurer la sécurité et la fiabilité du transport des personnes et des biens. Le ministère des Travaux publics et des Services dispose quant à lui d'un budget de 120 millions de dollars, qui servira à fournir des installations et des systèmes d'information convenables pour la prestation de programmes gouvernementaux et à offrir des conseils d'expert sur les solutions énergétiques dans l'ensemble du territoire. Le ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement reçoit 60 millions de dollars pour gérer les ressources minérales et pétrolières de façon responsable et forger des partenariats pour promouvoir et soutenir la prospérité, la diversification et l'autonomie des collectivités.

Gouvernance : renforcer la responsabilisation, la transparence et la collaboration

Notre engagement à moderniser la présentation de notre information financière améliorera grandement la responsabilisation et la transparence des finances publiques. Pour la toute première fois, nous déposerons notre plan d'emprunt avec le budget principal des dépenses du gouvernement et des organismes publics. Ce plan prévoit des emprunts totalisant 783 millions de dollars environ pour l'exercice 2016-2017. La part du gouvernement s'élève à 543 millions de dollars, soit environ 312 millions de dollars en emprunts à court terme et 231 millions de dollars en emprunts à long terme. Pour conserver une marge de manœuvre financière nous permettant de résister aux fluctuations des recettes et des dépenses, nous demanderons un plafond d'emprunt à court terme de 377 millions de dollars dans la *Loi de crédits* de 2016-2017.

Le 1^{er} août 2016, six administrations de soins de santé et de services sociaux fusionneront pour former une nouvelle administration territoriale. Cette nouvelle structure mettra la table pour améliorer les soins et les services aux résidents, établir des normes territoriales pour les programmes, garantir l'égalité d'accès aux services et tirer parti de toutes les ressources du système avec plus d'efficacité. La nouvelle instance supervisera un budget d'environ 300 millions de dollars, qui permettra de réaliser des économies dans des domaines non cliniques comme l'approvisionnement, et regroupera ses systèmes financiers pour améliorer sa gestion financière globale.

Nous proposons aussi 5,4 millions de dollars en nouvelles initiatives pour renforcer la responsabilisation, la transparence et la collaboration dans l'administration de la présente Assemblée législative.

Ces initiatives comprennent 1,6 million de dollars destinés à la gestion collaborative des ressources hydriques communes et à la mise en œuvre d'ententes sur les eaux transfrontalières avec les gouvernements de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Nous continuerons de gérer nos eaux conformément à l'Entente-cadre sur les eaux transfrontalières du bassin du Mackenzie. Le financement proposé servira à conclure des ententes bilatérales avec la Saskatchewan et le Nunavut et à renouveler notre entente avec le Yukon.

Le GTNO souhaite bâtir des relations solides avec les gouvernements des provinces et des territoires; c'est pourquoi le présent budget propose de financer des initiatives de partage des coûts pour favoriser la collaboration intergouvernementale dans le cadre du comité sur la gestion des contrats de la GRC.

Les partenariats intergouvernementaux fructueux au sein du territoire sont essentiels pour assurer la prospérité économique des TNO à long terme. En plus de notre aide constante pour régler les revendications territoriales et encourager les ententes d'autonomie gouvernementale, le budget 2016-2017 propose de renforcer nos liens avec les gouvernements autochtones et communautaires en allouant 450 000 \$ aux initiatives de tourisme autochtone, aux infrastructures de tourisme et aux infrastructures communautaires dans le cadre du plan *Tourisme 2020* et de la Stratégie sur les perspectives économiques, afin de renforcer les capacités autochtones relativement à la Stratégie d'exploitation des minéraux.

Nous collaborons aussi avec les collectivités pour prévenir et contrer la violence en allouant 316 000 \$ supplémentaires provenant du Fonds de la Stratégie de la justice applicable aux Autochtones du gouvernement fédéral. Cette somme porte le financement total des programmes et des projets communautaires de justice à 1,6 million de dollars en 2016-2017. Ce financement ira directement aux collectivités pour financer des services de justice alternative et de prévention du crime.

Coût de la vie

La réduction du coût de la vie est un élément fondamental de nos stratégies visant à renforcer l'économie des TNO, et elle occupe une place prépondérante dans notre budget. Le crédit d'impôt pour le coût de la vie des TNO à lui seul remet 20 millions de dollars dans les poches des Ténois chaque année. Les investissements réguliers que nous effectuons dans la conservation d'énergie et les énergies de remplacement pour réduire notre dépendance aux combustibles fossiles contribuent à diminuer le coût de l'énergie pour les résidents et les entreprises. Les investissements dans les infrastructures de transport, quant à eux, contribuent à réduire ce qu'il en coûte pour déplacer des biens et des personnes sur notre territoire. Le financement stable des administrations communautaires, les contributions aux organismes non gouvernementaux pour leurs efforts d'amélioration de la qualité de vie des collectivités et la contribution de 82 millions de dollars à la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest pour la construction de logements abordables sont autant de mesures qui visent à réduire le coût de la vie.

Le budget 2016-2017 alloue 11 millions de dollars supplémentaires aux initiatives relatives au coût de la vie. Ce montant comprend une subvention de 7,5 millions pour la production d'électricité; les niveaux d'eau sont à un creux historique dans le système hydroélectrique de la rivière Snare, et sans cette subvention, la Société d'énergie des Territoires du Nord-Ouest aurait été contrainte d'appliquer un avenant tarifaire de cinq à sept cents par kilowatt/heure, ce qui aurait fait grimper les factures d'électricité de 18 % à 25 %. Par ailleurs, les récents changements apportés au conseil d'administration nous feront économiser 1 million de dollars par année.

Le budget octroie 82 millions de dollars à la Société d'habitation des TNO en appui à ses programmes et services de logement en 2016-2017. S'ajoute à ce montant un financement supplémentaire de 16,6 millions de dollars du gouvernement fédéral destiné aux projets de logements abordables, conformément à l'Entente concernant l'investissement dans le logement abordable. Ce financement aidera la Société à intensifier ses efforts d'augmentation du nombre de ménages ayant accès à des logements sûrs, convenables et abordables. En outre, nous proposons une contribution de 3,5 millions de dollars à la Société pour la construction de six unités de logement locatif destinées à la GRC à Fort Smith, et pour l'acquisition de terrains à Inuvik, Norman Wells, Hay River et Fort Simpson sur lesquels seront bâties 39 autres unités d'ici deux ans. Les nouveaux logements, écoénergétiques et de qualité, remplaceront ceux qui arrivent à la fin de leur vie utile. Le partenariat avec la GRC nous épargne l'effort de chercher des logements de remplacement pour les agents, en plus de contribuer à la prestation de services de police uniformes à la grandeur des TNO.

Dans ce budget, nous prenons des mesures pour aider davantage les enfants de familles à revenu faible ou modeste. Par exemple, nous comptons modifier le programme d'aide au revenu de façon à exclure l'Allocation canadienne pour enfants, la prestation pour enfants des Territoires du Nord-Ouest et les pensions alimentaires du calcul des prestations d'aide au revenu. Par ailleurs, nous allons modifier cet automne la *Loi de l'impôt sur le revenu* des TNO pour bonifier la prestation pour enfants des Territoires du Nord-Ouest, notamment

par l'ajout de prestations variables selon que l'enfant a plus ou moins de six ans. Cette prestation sera non imposable et dissociée des autres prestations d'aide au revenu. Le montant de base sera versé à tous les ménages ayant un revenu de 30 000 \$ ou moins, et sera réduit progressivement à mesure que le revenu augmente, jusqu'à un maximum de 80 000 \$. Nous sommes impatients de collaborer avec le comité pour mettre rapidement en place les changements législatifs prévus, de sorte que le nouveau crédit entre en vigueur en 2017.

Éducation, formation et développement des jeunes

Le meilleur programme social, c'est un emploi bien rémunéré.

Nous devons nous assurer que les programmes d'enseignement offerts aux habitants des TNO les préparent bien à participer à notre économie. Le budget 2016-2017 prévoit 4,3 millions de dollars pour de nouvelles initiatives en éducation, en formation et en développement des jeunes.

Nous proposons d'augmenter de 2,2 millions de dollars le budget du Programme d'aide financière aux étudiants afin de rendre l'éducation postsecondaire plus accessible et abordable pour les habitants des TNO et de faciliter le recrutement dans les régions rurales ou éloignées. Selon notre proposition, le taux de remise passera de 4 000 \$ à 6 000 \$ pour les étudiants qui s'installent à Yellowknife, et à 8 000 \$ pour ceux qui s'installent à Fort Simpson, Fort Smith, Hay River, Inuvik ou Norman Wells. Le taux de remise pour les étudiants des autres régions passera de 8 000 \$ à 12 000 \$. De plus, le financement supplémentaire servira à bonifier de 27 % le total des subventions. Ainsi, le plafond de la subvention pour les droits de scolarité augmentera de 475 \$ et passera à 2 400 \$, tandis que celui pour les livres et manuels augmentera de 150 \$ et passera à 550 \$ par semestre.

Nous miserons sur les améliorations proposées au Programme d'aide financière pour attirer les étudiants et les inciter à s'établir et à travailler aux TNO en créant une prime du Nord de 2 000 \$ applicable au remboursement des prêts étudiants. Cette prime sera offerte tant aux étudiants qui ont grandi aux TNO qu'à ceux qui proviennent d'ailleurs au Canada, mais qui habitent aux TNO pendant au moins un an après l'obtention de leur diplôme. En outre, le budget propose d'éliminer le taux d'intérêt sur les prêts remboursables du Programme pour tous les étudiants qui habitent le territoire.

Afin d'encourager l'éducation permanente, nous remplacerons la limite viagère du Programme d'aide financière aux étudiants par une limite renouvelable. De plus, nous éliminerons complètement la limite de 20 semestres.

Nous proposons d'aider davantage les habitants des TNO ayant un handicap à trouver un emploi adéquat en investissant des sommes supplémentaires à cet égard dans le cadre de l'entente sur le travail que nous avons conclue avec le gouvernement fédéral. Ce nouveau financement visera surtout à augmenter le soutien aux employeurs afin de favoriser l'intégration des personnes handicapées dans la population active des TNO.

Mieux-être communautaire et sécurité

L'amélioration du mieux-être communautaire et de la sécurité rehausse la qualité de vie des Ténois et, à long terme, contribue au résultat net du gouvernement en réduisant la dépendance des résidents envers certains programmes sociaux. Par conséquent, nous prévoyons augmenter notre contribution à l'amélioration de la santé de nos collectivités en investissant 4,3 millions de dollars de plus dans les initiatives liées au mieux-être communautaire et à la sécurité en 2016-2017.

De ce montant, 2,6 millions seront accordés à l'Administration des services de santé et des services sociaux de Hay River pour l'exploitation du nouveau centre de santé de Hay River, dont l'ouverture est prévue cette année. Ces fonds permettront également à des patients de conserver leur lit de soins de longue durée à l'hôpital H.H. Williams Memorial en attendant la fin des travaux d'agrandissement des installations de soins de longue durée de l'établissement Woodland Manor.

Le présent budget propose d'allouer 1,1 million de dollars en contributions à l'Agence des services communautaires Tłı̨cho pour l'exploitation de la résidence pour personnes âgées Jimmy Erasmus. Une fois la construction de la seconde aile de la résidence achevée, 10 lits s'ajouteront aux 8 déjà disponibles, pour une capacité d'accueil de 18 lits au total.

Pour que la mise en œuvre de la nouvelle *Loi sur la santé mentale* soit réussie, elle doit être financée adéquatement. Le présent budget propose d'avancer 501 000 \$ à cette fin. Cette somme servira à l'établissement d'un comité d'examen qui aura pour tâche de s'assurer que les commentaires des familles, des patients et des professionnels de la santé sont entendus. Elle servira aussi à l'élaboration de plans de traitement assisté qui permettront aux patients de recevoir en continu les soins, la supervision et le soutien dont ils ont besoin sans quitter leur collectivité. Finalement, le financement contribuera à la conception d'un programme de formation pour tout le personnel des services de santé et des services sociaux et pour les autres professionnels qui participeront à la mise en place des nouvelles dispositions.

Économie, environnement et changements climatiques

Il est essentiel pour l'avenir des TNO que nous comprenions les liens entre notre économie, l'environnement et les répercussions possibles des changements climatiques. Nous travaillons activement avec nos homologues fédéraux, provinciaux et territoriaux à l'élaboration d'un cadre pancanadien en matière de croissance propre et de changement climatique. Nous convenons qu'il est nécessaire pour le Canada de passer à une économie plus sobre en carbone et nous voulons nous assurer que le développement de notre secteur des ressources naturelles se poursuit de manière durable et novatrice.

Le budget 2016-2017 propose un financement de 4,3 millions de dollars en appui aux priorités de l'Assemblée législative : soutenir l'économie, protéger l'environnement et faire face aux changements climatiques.

Le mandat du Centre de géomatique de l'Arctique de l'Ouest est de fournir des services de géomatique et d'appuyer la gestion des terres, des ressources et des infrastructures par la recherche. Grâce à ses services et à sa recherche, le GTNO sera mieux outillé pour prendre des décisions éclairées sur l'intendance de nos terres et de nos ressources. Le présent budget propose d'allouer 181 000 \$ de plus au Centre, ce qui fera passer le total de son enveloppe budgétaire à 875 000 \$.

Nous avons besoin d'une d'information de meilleure qualité pour bien gérer nos ressources hydriques. C'est pourquoi nous prévoyons élargir notre programme de réseau de stations hydrométriques en allouant 311 000 \$ à la construction et à l'exploitation de nouvelles stations de surveillance des eaux.

Pour favoriser la santé à long terme de notre économie, il est essentiel que nous appuyions les secteurs qui y contribuent déjà grandement et que nous encouragions l'essor de nouveaux secteurs. Le GTNO a mis au point des plans d'action pour faire progresser la Stratégie d'exploitation des minéraux, *Tourisme 2020* et la Stratégie sur les perspectives économiques. Le budget prévoit 2,5 millions de dollars en nouveau financement pour assurer la réussite de ces plans. De ce montant, nous allouerons 1,2 million à la Stratégie d'exploitation des minéraux en appui à la recherche en sciences de la Terre afin de développer le potentiel d'exploration du territoire, de bonifier le programme d'incitatifs miniers pour aider des entreprises à découvrir d'éventuels gisements de minerai, et de soutenir les entreprises locales pour maximiser les retombées économiques de l'activité minière.

Tourisme 2020 contribuera à la diversification de l'économie; 825 000 \$ seront affectés au marketing, à la recherche, à l'engagement des collectivités et de l'industrie et au renforcement des compétences et des capacités.

Dans le cadre de la Stratégie en matière de développement économique, 486 000 \$ seront destinés à la diversification des produits touristiques, à l'ouverture d'un bureau des congrès et au Programme de remises pour le cinéma.

Nous continuons d'investir massivement dans la conservation d'énergie, l'efficacité énergétique et le développement de sources d'énergie renouvelable et de remplacement, et d'appuyer les efforts des collectivités qui font la transition vers des sources d'énergie durables.

La façon la plus efficace et la plus rentable de faire face aux changements climatiques ainsi que de réduire la consommation d'énergie et le coût de la vie, c'est d'encourager l'utilisation de technologies écoénergétiques dans les secteurs résidentiel, commercial et public. Le budget propose donc de fournir 3,5 millions de dollars à Arctic Energy Alliance cette année, dont 760 000 \$ en financement additionnel ponctuel pour de nouvelles initiatives, comme un programme d'éclairage à DEL destiné à l'ensemble du territoire.

Nous investissons aussi dans des systèmes d'énergie de remplacement. En effet, nous continuons de surveiller la vitesse des vents et de travailler sur l'élaboration d'un plan pour un projet éolien à Inuvik. Par ailleurs, 720 000 \$ ont été investis dans un générateur solaire

à haut rendement à Aklavik et dans un autre projet d'énergie solaire en cours de préparation à Inuvik. Au cours de la prochaine année, nous mettrons aussi sur pied un nouveau plan énergétique qui guidera nos investissements dans le secteur de l'énergie pour les années à venir.

Les nouveaux arrivants dans notre territoire apportent de l'expérience et des compétences qui renforcent notre économie. Par conséquent, le budget propose d'affecter 169 000 \$ supplémentaires au programme des candidats des TNO pour encourager l'immigration.

Regard vers l'avenir

Un gouvernement responsable se doit de voir au-delà de l'horizon des quatre années de mandat de la présente Assemblée législative. Dans ce budget, nous avons tracé une voie claire pour ramener le rythme de croissance des dépenses en équilibre avec celui des recettes, ce qui nous permettra d'arrêter de financer à crédit les activités courantes du gouvernement. Grâce aux efforts déployés pour limiter nos dépenses de fonctionnement et à l'augmentation de nos recettes, nous sommes à peu près à mi-chemin d'atteindre notre objectif de protéger nos services et nos programmes de base tout en gardant les ressources nécessaires pour investir dans des infrastructures stratégiques, en nous assurant que notre capacité d'emprunt restera raisonnable à la fin de la 18^e Assemblée législative compte tenu du plafond que nous impose le gouvernement fédéral. Ce plan générera les excédents de fonctionnement nécessaires pour protéger l'intégrité et prolonger la durée de vie de nos infrastructures existantes, et commencer à remédier au déficit infrastructurel de 3,4 milliards, notamment par le prolongement de la route de la vallée du Mackenzie, la construction d'une route toutes saisons reliant la route 3 et Whati, et l'amélioration de l'accès à la province géologique Slave, soit les trois projets d'infrastructure de transport désignés comme prioritaires dans notre mandat.

Pendant que nous continuons de travailler sur les priorités établies par cette Assemblée législative, nous devons être prêts à faire d'autres choix difficiles pour protéger la viabilité financière à long terme du GTNO. Bien que nous ayons atteint presque la moitié de notre cible de 150 millions de dollars, nous ne devons pas perdre de vue notre objectif de trouver 82 millions supplémentaires d'économies ou de nouvelles recettes d'ici la fin de la 18^e Assemblée législative. Cette cible représente les excédents de fonctionnement dont nous avons besoin pour investir dans les établissements de santé, les écoles, les infrastructures communautaires et les réseaux de transport essentiels à la prestation des programmes et des services gouvernementaux.

Nous constatons aujourd'hui les retombées positives de nos investissements passés en infrastructures, qui facilitent la prestation des programmes et des services gouvernementaux. Nous continuerons de bâtir nos infrastructures de manière responsable et viable sur le plan financier, conformément à la Politique de gestion responsable des finances. Nous construisons des établissements de santé et rénovons ou agrandissons des écoles pour améliorer l'accès aux services éducatifs et de santé. Nous investissons dans les infrastructures touristiques pour stimuler le développement et la diversification de notre

économie. Nous achevons la liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie pour permettre à des collectivités de joindre les réseaux de communication du 21^e siècle et pour améliorer la prestation de programmes gouvernementaux. Nous offrons des programmes subventionnés de location et d'achat de logements sociaux abordables.

Le développement du réseau de transport du territoire contribue à la réduction du coût de circulation des personnes et des biens, ce qui diminue le coût de la vie pour tous. L'entretien et la modernisation des bâtiments et de l'équipement du gouvernement assurent aux habitants des services accessibles et abordables. Les investissements dans les technologies de l'information nous permettent d'en faire plus avec moins et augmentent la productivité. Les investissements en infrastructures de cette Assemblée législative profiteront autant aux résidents actuels du territoire qu'aux générations futures.

Conclusion

Monsieur le président, en revenant à l'essentiel, le présent budget nous procure la marge de manœuvre financière nécessaire pour mettre en œuvre les priorités de la 18^e Assemblée législative aujourd'hui et nous assure d'être sur la bonne voie pour atteindre la viabilité financière demain.

Nous reconnaissons que notre économie est vulnérable aux événements qui se produisent au-delà de nos frontières et qu'à long terme, l'exploitation minière, le moteur de notre économie, ne conservera peut-être pas son importance actuelle. Ces situations sur lesquelles nous n'avons aucune prise mettent en évidence l'incertitude entourant notre avenir économique, ce qu'illustre la stagnation prévue de nos recettes sur les quatre prochaines années.

Nous reconnaissons aussi que notre politique budgétaire, tant du côté des dépenses que des recettes, doit être fondée sur une compréhension parfaite des effets de notre action sur l'économie. C'est pourquoi nous ne prenons aucune mesure qui freinera l'investissement des entreprises ou augmenterait le coût de la vie des résidents des TNO.

Ces faits montrent toute l'importance de gérer de manière responsable les 1,8 milliard de dollars que le GTNO devrait percevoir en recettes en 2016-2017. Dans le présent budget, nous avons entrepris la délicate tâche de ramener la croissance des dépenses en équilibre avec celle des recettes, et conçu un plan qui générera suffisamment d'excédents pour financer des dépenses en immobilisations raisonnables dans l'avenir. Ces mesures nous permettent non seulement de protéger nos infrastructures actuelles, mais aussi de commencer à redresser notre déficit infrastructurel de 3,4 milliards de dollars. Nous nous attaquons à ce défi en sachant bien qu'un défaut d'agir pour assainir nos finances aurait de graves conséquences sur les programmes et services gouvernementaux à long terme.

Grâce au soutien de cette Assemblée législative et des Ténois, nous sommes en bonne voie de relever ces défis.

Discours du budget

2016-2017

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

DOCUMENTS BUDGÉTAIRES

A ♦ Examen économique

B ♦ Examen fiscal

1^{er} juin 2016

EXAMEN ÉCONOMIQUE

PERSPECTIVES - 2016

Les perspectives économiques pour les Territoires du Nord-Ouest sont incertaines. Le PIB réel est demeuré inchangé en 2015, avec une hausse de seulement 0,7 % par rapport à 2014, mais on prévoit qu'il augmentera de 2,6 % en 2016. Cette croissance s'explique par une hausse des exportations de diamants, qui contrebanceront le déclin des investissements du secteur privé et la réduction des dépenses publiques.

Les exportations de diamants sont censées augmenter en 2016 en raison de la mise en service de la mine Gahcho Kué à la fin de l'année et du lancement de l'exploitation de deux nouvelles cheminées diamantifères à la mine Ekati. La production de ces mines compensera amplement la mise en mode de surveillance et d'entretien de la mine Snap Lake en décembre 2015, et on estime que cette augmentation de la production de carats entraînera une hausse de 7,2 % des exportations réelles ténoises en 2016. La production de carats pourrait augmenter davantage à brève échéance, à mesure que s'accélérera la production de la mine Gahcho Kué, mais à long terme, la perspective pour l'industrie diamantaire des TNO est incertaine. En effet, toutes les mines de diamants aux TNO, existantes ou en devenir, devraient avoir cessé leurs activités en 2031 : la mine Diavik devrait fermer en 2023 et la production de la mine Ekati pourrait aussi cesser en la même année si la canalisation Jay n'est pas exploitée.

La production diamantaire est à la hausse, mais on prévoit que les investissements totaux chuteront de 13,3 % en 2016, le temps de terminer les travaux de construction de la mine Gahcho Kué. Même si les investissements du secteur public dans des projets comme l'hôpital territorial Stanton et les travaux d'infrastructure réalisés dans le cadre de Fonds Chantiers Canada augmenteront en 2016, ils seront eclipsés par une baisse marquée des investissements dans le secteur minier, ce qui aura une incidence négative sur les secteurs de la construction et du commerce de gros.

Malgré la chute des dépenses d'investissement, l'activité économique dans l'ensemble devrait augmenter en raison du lancement des activités d'exploitation à la mine Gahcho Kué. Cette hausse prévue de l'activité économique entraînerait en 2016 une augmentation de 0,9 % du nombre de résidents employés, une amélioration après deux années consécutives de déclin en 2014 et 2015. Toutefois, les risques associés aux prévisions sont bien réels.

Perspectives économiques pour les TNO

Indicateur		2012	2013	2014	2015e	2016p
Produit intérieur brut	millions de dollars chaînés (2007)	3 511	3 639	3 849	3 877	3 978
	<i>variation du pourcentage</i>	(0,4)	3,6	5,8	0,7	2,6
Total des investissements	millions de dollars chaînés (2007)	1 172	1 244	1 283	1 471	1 276
	<i>variation du pourcentage</i>	17,3	6,1	3,1	14,7	(13,3)
Dépenses des ménages	millions de dollars chaînés (2007)	1 349	1 371	1 387	1 405	1 424
	<i>variation du pourcentage</i>	1,1	1,6	1,2	1,3	1,3
Dépenses du gouvernement	millions de dollars chaînés (2007)	1 652	1 693	1 706	1 685	1 624
	<i>variation du pourcentage</i>	(0,9)	2,5	0,8	(1,2)	(3,6)
Exportations	millions de dollars chaînés (2007)	2 450	2 574	2 742	2 694	2 888
	<i>variation du pourcentage</i>	(0,4)	5,1	6,5	(1,8)	7,2
Importations	millions de dollars chaînés (2007)	3 229	3 348	3 400	3 489	3 356
	<i>variation du pourcentage</i>	3,1	3,7	1,6	2,6	(3,8)
Emplois (résidents)	nombre de personnes	23 100	23 200	22 100	21 900	22 100
	<i>variation du pourcentage</i>	0,4	0,4	(4,7)	(0,9)	0,9
Rémunération hebdomadaire	dollars	1 320	1 340	1 398	1 421	1 450
	<i>variation du pourcentage</i>	3,9	1,6	4,3	1,7	2,0
IPC (ensemble), Yellowknife	2002=100	124,3	126,2	128,4	130,4	132,4
	<i>variation du pourcentage</i>	2,2	1,5	1,7	1,6	1,6

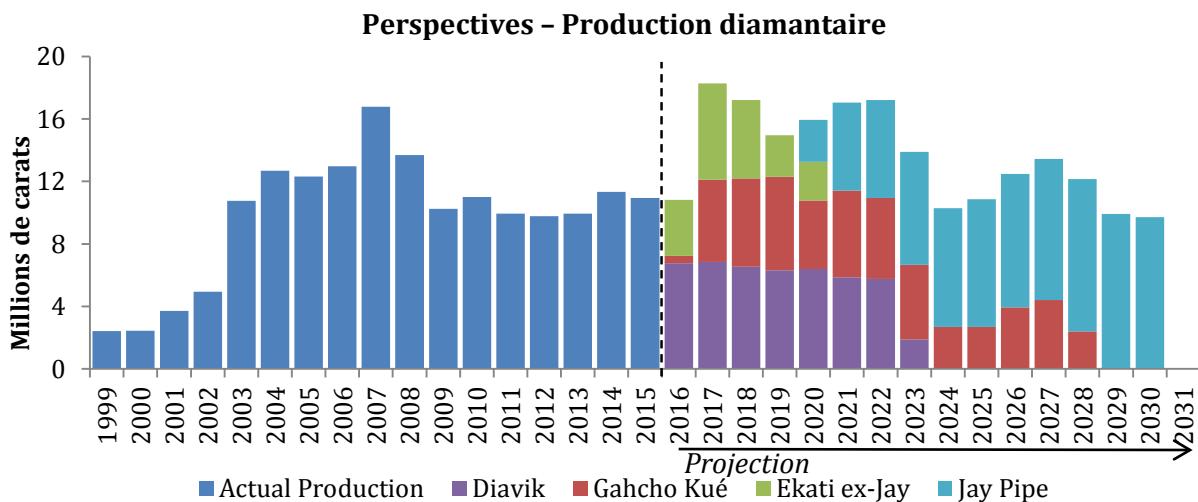
e : estimation

p : prévision

Source : Statistique Canada et Bureau de la statistique des TNO

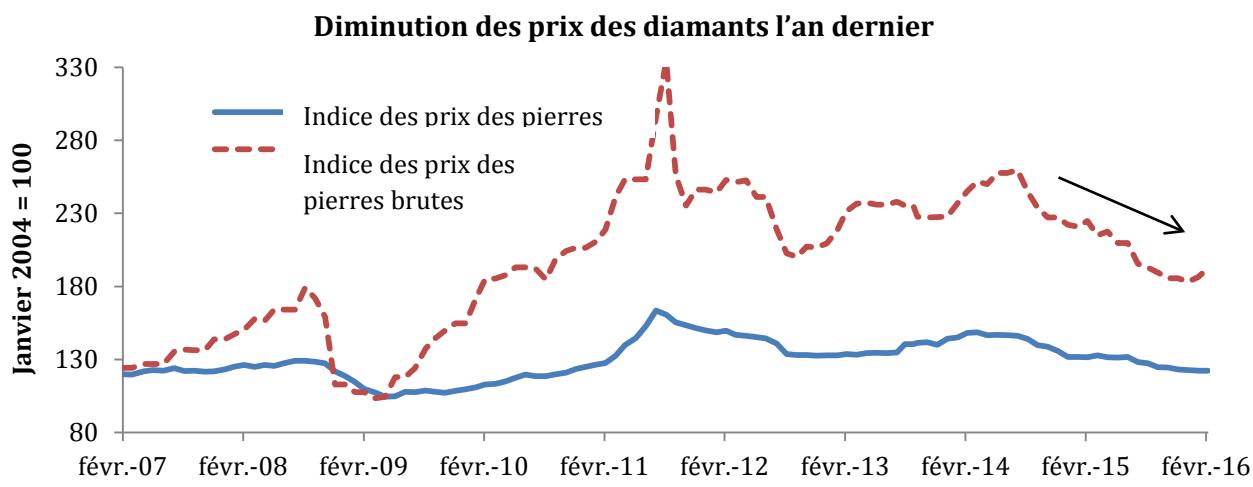
PERSPECTIVES D'AVENIR – *Risques associés aux prévisions : diamants*

Les perspectives économiques pour les TNO reposent sur l'avenir du développement minier et l'ouverture de nouvelles mines. L'extraction de diamants est le moteur de l'économie des TNO, mais les plans d'exploitation de mines, qu'il s'agisse de mines actuellement en exploitation, de mines en construction et de futures mines qui doivent être soumises à une étude environnementale et obtenir un permis, prévoient la fin de toute la production en 2031. La croissance du secteur minier dépend donc de la réussite des programmes de prospection qui servent à repérer de nouveaux projets miniers et des processus de mise en valeur et d'étude environnementale qui visent à déterminer quels projets de nouvelles mines peuvent aller de l'avant.



Sources : Ressources naturelles Canada, plans d'exploitation minière et rapports techniques, ministère des Finances des TNO

La décision ultime de construire de nouvelles mines dépend d'une foule de facteurs économiques et financiers, dont les conditions de crédit sur le marché mondial des capitaux, les devises et les prix. Les prix indexés des diamants, tant pour les pierres brutes que pour les pierres taillées, ont connu une baisse en 2015. Ils ont baissé de 18 % pour les pierres brutes et 9 % pour les pierres taillées. Cette baisse de prix a été prise en compte dans la décision de décembre 2015 de placer la mine de diamants de Snap Lake en mode de surveillance et d'entretien, et elle pourrait également influencer les futures décisions de construction.



Sources : PolishedPrices.com et WWW Overall Rough Diamonds

L'effondrement des prix s'explique par un surplus de diamants bruts à l'échelle mondiale et par un déclin de la demande pour les objets de luxe, au moment où en Chine, le plus important marché pour les bijoux en diamants après les États-Unis, se poursuit le ralentissement et la restructuration de l'économie.

Même si les prix ont reculé l'an dernier, les diamants bruts demeurent chers par rapport aux pierres taillées. Cela s'explique par le fait que le prix des diamants bruts a augmenté de façon beaucoup plus rapide que celui des diamants taillés au cours de la dernière décennie. L'écart de prix entre les pierres brutes et les pierres taillées a comprimé les marges bénéficiaires des fabricants et indique un éventuel déclin futur des prix puisque bon nombre d'entre eux ont été forcés de fermer leurs portes. Les mines des TNO produisent des diamants bruts qui sont vendus à l'exportation à des fabricants qui taillent, polissent et nettoient les pierres. C'est pourquoi cet écart de prix constitue une menace importante pour les perspectives économiques des TNO.

PERSPECTIVES D'AVENIR – Risques associés aux prévisions : prix des minéraux et des métaux

Les prix mondiaux d'autres ressources, y compris ceux de nombreux métaux et minéraux présents aux TNO, ont aussi chuté. Les prix indexés des métaux et minéraux ont diminué d'environ 10 % de 2014 à 2015. En 2016, les prix de certains produits de base affichent une légère reprise; par exemple, le prix de l'or a chuté de 8,4 % en 2015, mais il a augmenté au cours des derniers mois. En avril 2016, le prix de l'or s'établissait à 1 242 \$ l'once. Malgré tout, en raison de la stagnation de l'économie mondiale en général et du récent ralentissement économique que connaissent un grand nombre de pays émergents, les prix des métaux et des minéraux pourraient demeurer faibles à court terme.



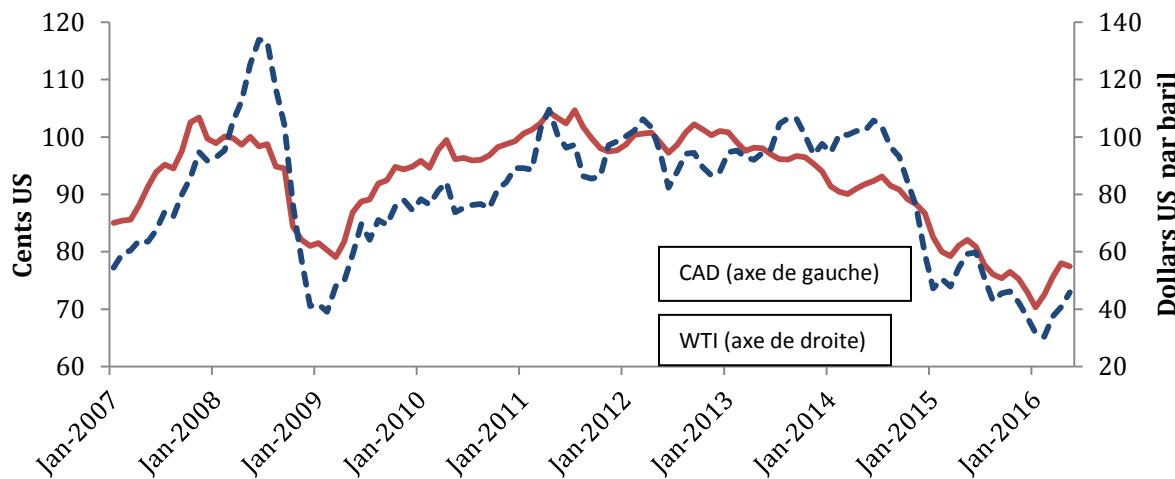
Source : Banque du Canada

Les faibles prix des produits de base ont des répercussions sur l'économie des TNO puisque les dépenses liées à la prospection et au développement dans le secteur minier dépendent de la valeur escomptée des futurs développements miniers, valeur qui est influencée par le prix prévu du minerai ou du métal à exploiter.

PERSPECTIVES D'AVENIR – *Risques associés aux prévisions : prix du pétrole et taux de change*

Les prix du pétrole ont fortement chuté au deuxième semestre de 2014, reculant de plus de 40 % en moins de six mois. Cette tendance s'est poursuivie le premier trimestre 2016, puis s'est inversée. En mai 2016, le prix du brut de référence West Texas Intermediate (WTI) s'établissait à environ 46\$ US le baril. Comme les TNO exportent une petite quantité de pétrole sur les marchés internationaux, la chute des prix aura une légère incidence négative sur le commerce et l'économie du territoire en général, mais l'effet négatif sur les activités de prospection dans les régions du Sahtu et de Beaufort-Delta est important. Notons toutefois que ces répercussions sseront compensées par une baisse du coût du carburant pour les entreprises et les ménages. Il n'est pas prévu que le prix du brut WTI remonte puisque l'on s'attend à une hausse de l'approvisionnement mondial et à un ralentissement de la demande, une situation qui continuera de pousser les prix du pétrole vers le bas.

Les prix du pétrole bas entraînent un recul du dollar canadien (CAD)



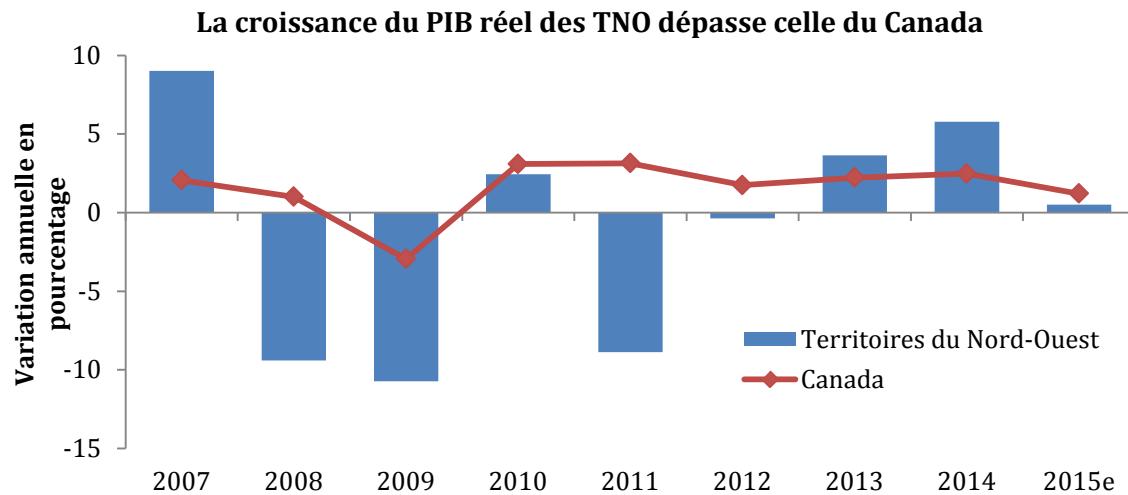
Source : US Energy Information Administration et Banque du Canada

Le Canada étant un pays exportateur de pétrole, la chute des cours mondiaux du pétrole a entraîné un fléchissement de la valeur du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain. Le dollar canadien valait en moyenne 78 cents US en 2015, soit 13,5 % de moins par rapport à la valeur de 2014 qui était de 91 cents US. Le prix du pétrole devant suivre cette tendance à la baisse, il est probable que la valeur du dollar canadien restera faible elle aussi. En avril 2016, la devise canadienne s'échangeait à 78 cents US.

La valeur du dollar canadien par rapport à son homologue américain a un effet direct sur la santé de l'économie des TNO, car la majorité des biens et services achetés et vendus à l'échelle internationale sont payés en dollars américains. En raison de la faiblesse du dollar canadien, les entreprises des TNO qui exportent leur production sur le marché international recevront plus d'argent après conversion de la devise, ce qui les aidera à être concurrentielles à l'échelle mondiale et favorisera les exportations. Toutefois, la faiblesse du dollar canadien fera aussi en sorte que la machinerie et l'équipement importés de l'extérieur du territoire coûteront plus cher, ce qui exercera une pression sur un grand nombre d'entreprises ténoises. En outre, le dollar canadien faible a fait grimper le coût des aliments et des biens importés, ce qui a des répercussions négatives sur un grand nombre de ménages aux TNO.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – PIB réel

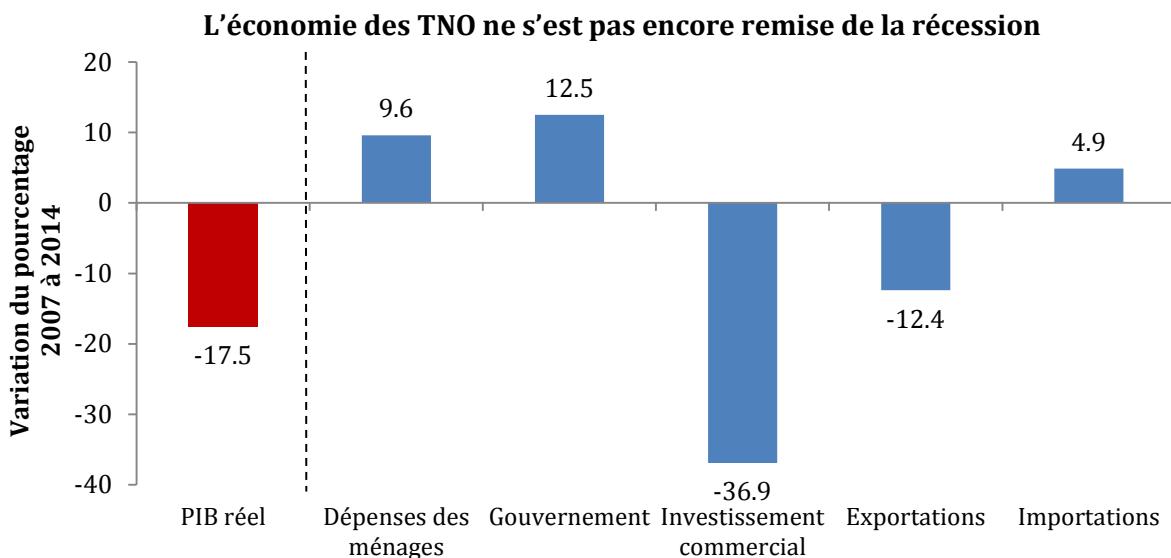
Après deux années de forte croissance, l'économie des TNO a stagné en 2015. Le PIB réel n'a augmenté que de 0,7 % l'an dernier, après avoir connu une hausse de 3,6 % en 2013 et de 5,8 % en 2014. La stagnation de 2015 s'expliquait par le fléchissement des échanges commerciaux et des dépenses publiques, qui a contrebalancé les dépenses d'investissement et les dépenses personnelles élevées.



e : estimation

Source : Bureau de la statistique des TNO et ministère des Finances des TNO

L'économie des TNO reste inférieure à celle de 2007, avant la crise financière mondiale. En 2014 (le PIB réel de 2015 n'est pas encore connu), le PIB réel était inférieur de 17,5 % par rapport à 2007, alors que les mines de diamants produisaient des pierres de qualité supérieure et que les prix des produits de base étaient plus élevés.

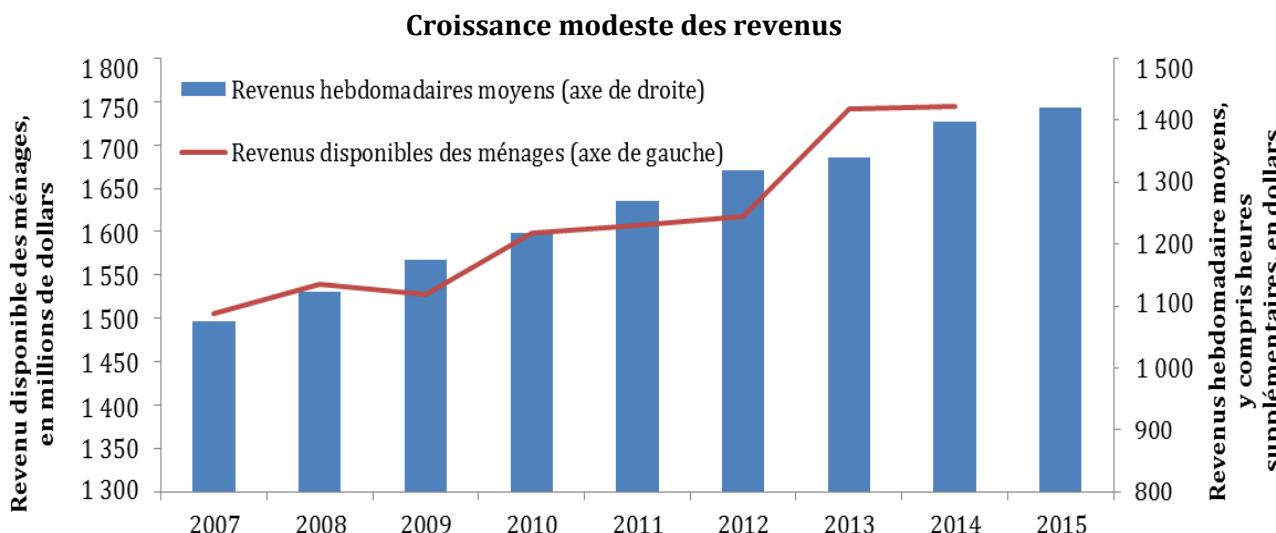


Note : Le sommet avant la récession est en 2007. La récession est arrivée en 2009.

Source : Bureau de la statistique des TNO et ministère des Finances des TNO

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – *Ménages*

Le revenu personnel disponible est le revenu des ménages net d'impôt et provenant de toutes sources. Il sert à payer les dépenses de consommation qui représentent plus du tiers du PIB du territoire. Aux TNO, le revenu disponible des ménages a augmenté de 0,1 % de 2013 à 2014 (les données de 2015 ne sont pas encore connues). On peut en déduire que les dépenses de consommation ont aussi faibli l'an dernier. Toutefois, le revenu de travail, un volet important du revenu personnel, a fortement augmenté en 2015, soit de 4,5 % par rapport à 2014. Cela indique que le revenu personnel disponible a probablement augmenté sensiblement l'an dernier.



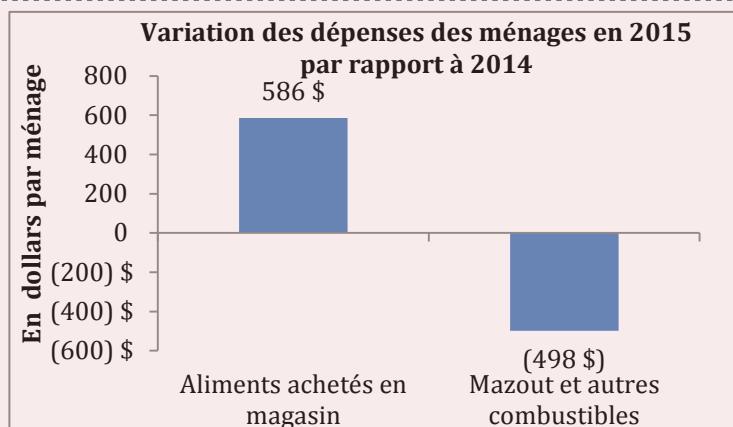
Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

Aux TNO, les salaires versés aux employés sont largement supérieurs à la moyenne nationale. En 2015, les revenus hebdomadaires moyens, y compris les heures supplémentaires, ont augmenté de 1,7 %, passant de 1 398 dollars en 2014 à 1 421 dollars en 2015. Il s'agit du deuxième taux hebdomadaire le plus important au pays, derrière celui de l'Alberta.

Encadré 1 : Des variations importantes du taux de change et des prix ont eu une incidence sur les dépenses des ménages.

La faiblesse du dollar canadien a entraîné une augmentation des prix des aliments importés, alors que la baisse des prix du pétrole a fait diminuer la facture de chauffage.

En conséquence, en 2015, le ménage ténoin moyen a dépensé 586 \$ de plus pour se nourrir et a épargné 498 \$ sur le combustible de chauffage.



Remarque : chiffres calculés en fonction de la constante des habitudes de dépenses des ménages en 2012.

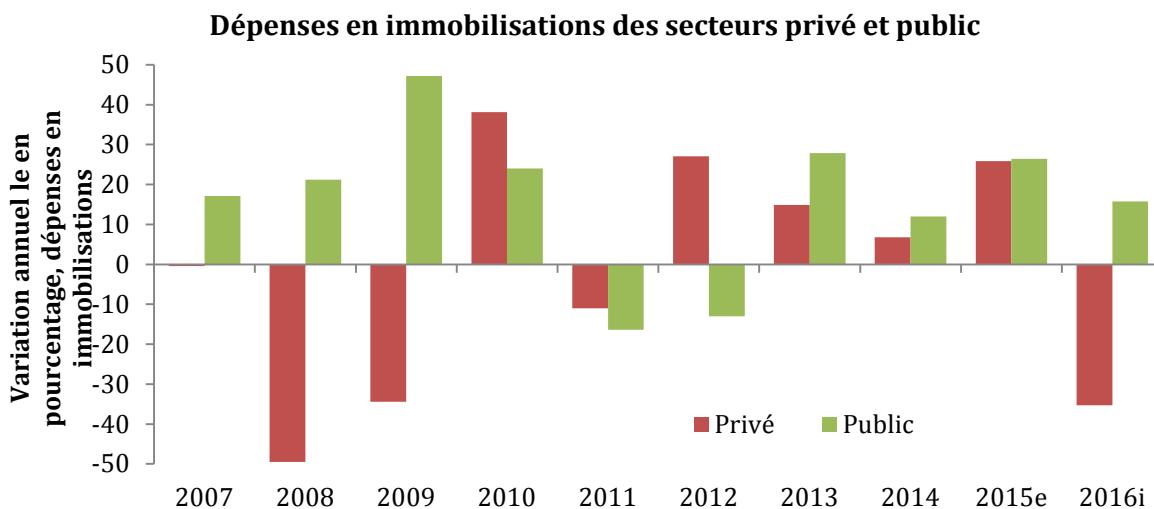
Source : Statistique Canada et Finance TNO

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – *Investissements*

En 2015, les dépenses prévues en immobilisations s'élevaient à 1 413 millions de dollars, une hausse de 26 % par rapport aux dépenses estimées de 2014. Il s'agit de la hausse annuelle la plus importante depuis 2010. L'augmentation des dépenses en immobilisations que nous avons observé en 2015 devrait décliner de 20,3 % cette année, étant donné que les dépenses en immobilisations prévues pour 2016 s'élèvent à 1 126 \$.

Les dépenses en immobilisations du secteur public ont affiché une augmentation de 26,4 % l'exercice passé, passant de 328 millions de dollars en 2014 à 414 millions de dollars en 2014. Les dépenses publiques totales en immobilisations ont augmentées de 15,8 % cette année, passant de 414 millions de dollars en 2015 à 480 millions de dollars en 2016. Quant aux dépenses en immobilisations des gouvernements fédéral et territorial et des administrations publiques locales devraient passer de 279 millions en 2015 à 331 millions en 2016. Les investissements en cours (rénovation de l'Hôpital territorial Stanton, parachèvement de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk, câble à fibres optiques de la vallée du Mackenzie, etc.) ainsi que les fonds du nouveau Plan Chantiers Canada devraient continuer à stimuler les investissements au cours des deux ou trois prochaines années.

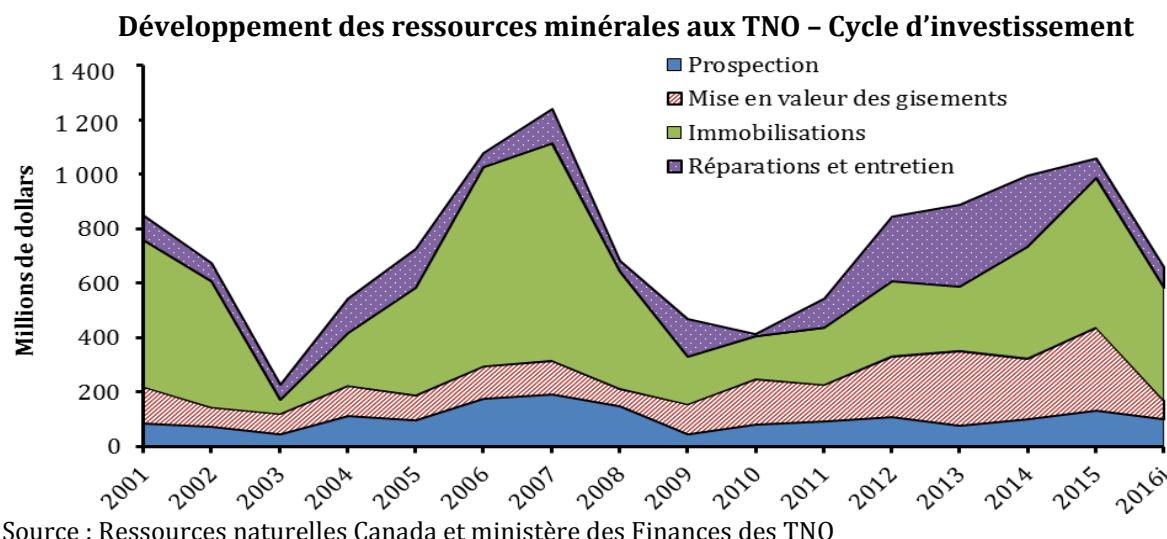
Les dépenses en immobilisations du secteur privé ont augmenté de 25,9 %, passant de 793 millions de dollars en 2014 à 999 millions de dollars en 2015, grâce en grande partie à une augmentation de 40 % des dépenses d'extraction minière, pétrolière et gazière. Toutefois, avec le parachèvement de la construction de la mine de diamants Gahcho Kué au cours du deuxième semestre de 2016, on prévoit une baisse des dépenses en immobilisations dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière. En raison de ce recul dans ce secteur, les dépenses totales en immobilisations dans le secteur privé devraient représenter seulement 647 millions dollars et donc chuter de 35,3 %.



Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

L'industrie minière occupe une place importante dans l'économie des TNO. Le total des investissements de cette industrie est passé de 993 millions de dollars en 2014 à 1 125 millions de dollars en 2015. Toutefois, les dépenses prévues pour 2016, qui devraient s'élever à 657 millions de dollars indiquent que les investissements dans ce secteur devraient baisser de 36 % cette année.

L'industrie minière aux TNO fonctionne selon un cycle d'investissements qui commence par la prospection pour trouver des gisements minéraux. En 2016, les dépenses de prospection devraient diminuer de 0,9 %, passant de 100,2 millions de dollars en 2015 à 99,3 millions de dollars en 2016.

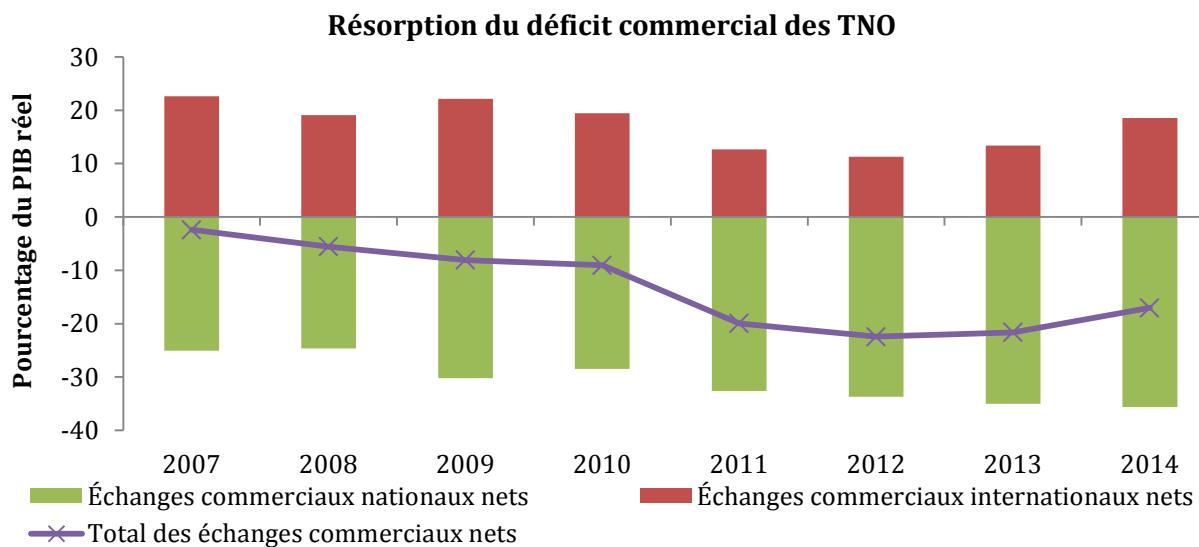


Les dépenses de mise en valeur des gisements servent à évaluer le potentiel commercial du gisement et les coûts d'extraction, conformément aux exigences en matière de protection de l'environnement. Il est prévu que ces dépenses diminueront d'environ trois quarts, passant de 305 millions de dollars en 2015 à 70 millions en 2016.

Les investissements en immobilisations ont commencé à augmenter en 2014 avec le début de la construction de la mine de diamants Gahcho Kué. En 2015, les dépenses d'investissements en immobilisations ont culminé à 548 millions de dollars. En 2016, notamment en raison de l'achèvement des travaux de construction de Gahcho Kué, les dépenses d'investissements en immobilisations devraient chuter à 415 millions, ce qui représenterait une diminution de 25 % par rapport à 2015. Les dépenses en réparation et en entretien dans ce secteur devraient rester stables à 73 millions de dollars.

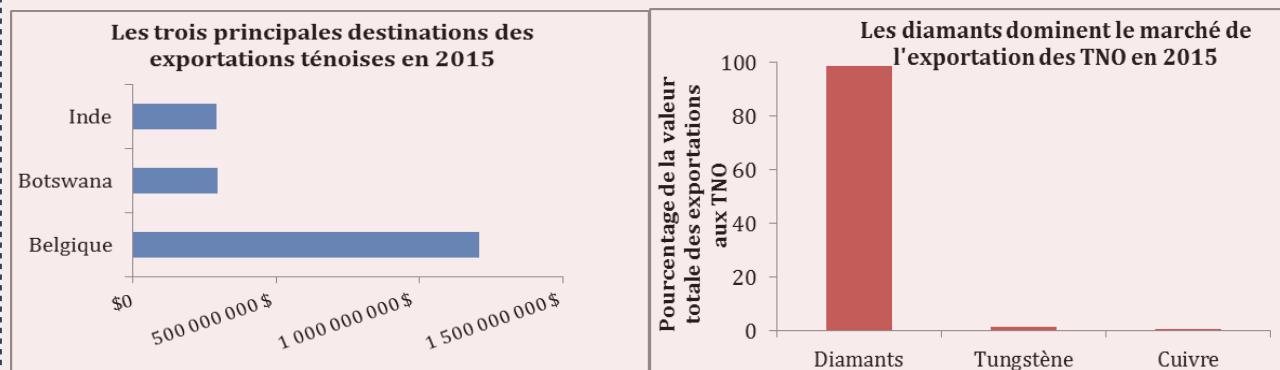
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – *Échanges commerciaux*

Les TNO ont une petite économie ouverte qui dépend des échanges commerciaux avec d'autres pays et avec le reste du Canada. Les TNO exportent des diamants et d'autres ressources naturelles vers des marchés internationaux et importent des biens et des services du sud du Canada, afin de soutenir l'industrie et la consommation des ménages. Par conséquent, les TNO enregistrent un excédent commercial avec d'autres pays, mais un déficit commercial avec le reste du Canada.



L'excédent commercial des TNO avec d'autres pays, par rapport au PIB réel, s'est amélioré au cours des dernières années; passant de 13,4 % du PIB en 2013 à 18,6 % en 2014. Les exportations ont entraîné une diminution du déficit commercial total des TNO qui est passé de 21,6 % du PIB en 2013 à 17 % en 2014. Si le déficit commercial s'est amélioré, les importations en provenance du reste du Canada demeurent élevées en raison de la construction de la mine.

ENCADRÉ 2 : Les TNO exportent principalement des diamants.

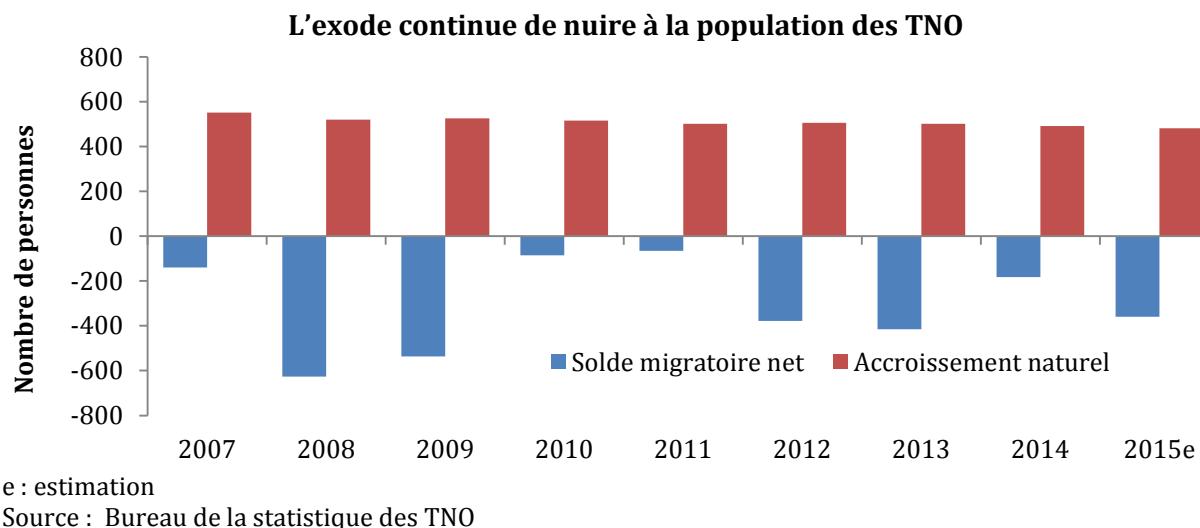


Source : Industrie Canada et ministère des Finances des TNO

Les diamants représentent 98 % de la valeur de toutes les exportations des TNO vers les marchés internationaux. Ainsi, les trois principales destinations des exportations des TNO sont : la Belgique, le plus grand centre mondial pour la transformation et le commerce des diamants; le Botswana, où la société De Beers mène ses activités de tri et de négoce et l'Inde, où 90 % de la production mondiale de diamants sont taillés et polis.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – Population

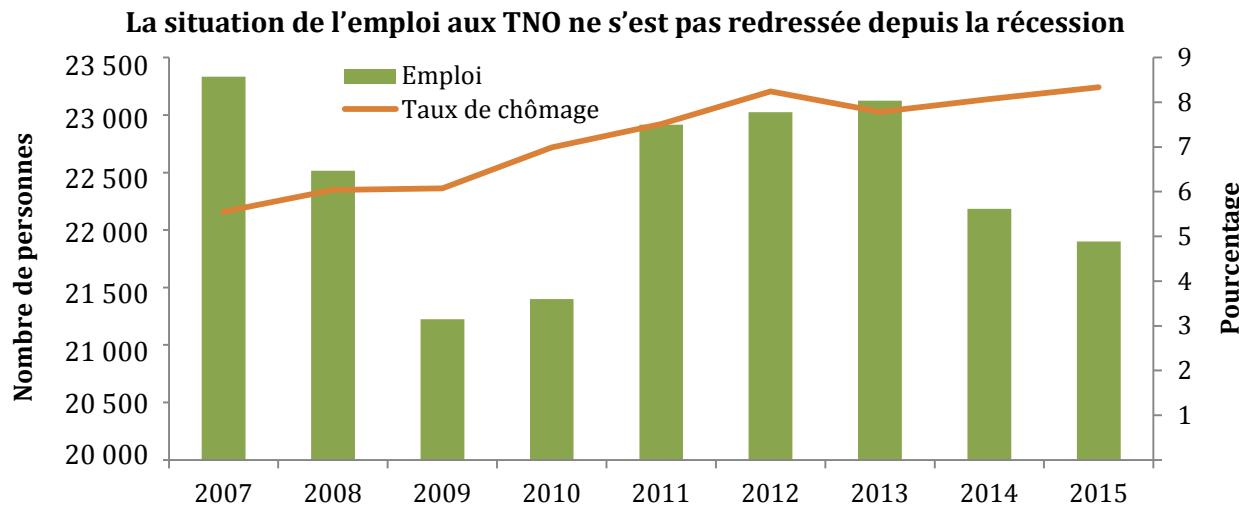
La croissance de la population est un très bon indicateur de la santé économique. Elle procure de la main-d'œuvre aux entreprises ténoises et elle signifie une augmentation de la demande pour les biens et les services locaux. En outre, si l'on prend en compte les revenus personnels et les taxes sur la consommation, la croissance de la population permet de stimuler l'activité économique et d'assurer des recettes durables pour le gouvernement. La population des TNO est relativement stable depuis les dix dernières années. Au 1^{er} janvier 2016, elle était estimée à 44 291 habitants, ce qui représente une augmentation de 122 habitants, ou 0,3 %, par rapport au 1^{er} janvier 2015.



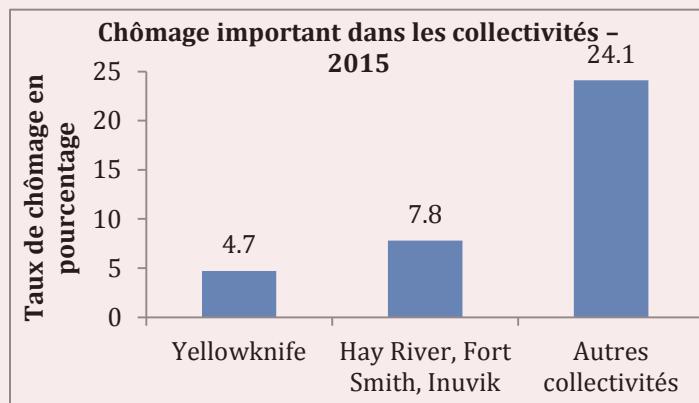
Trois facteurs expliquent cette légère augmentation de la population : l'accroissement naturel (naissances moins décès), la migration interprovinciale et la migration internationale. Entre le 1^{er} janvier 2015 et le 1^{er} janvier 2016, il y a eu une augmentation naturelle nette de la population de 482 personnes (689 naissances et 207 décès), alors que la migration interprovinciale a entraîné une perte nette de 509 personnes (2 303 personnes sont arrivées aux TNO en provenance du reste du Canada, et 2 812 personnes en sont parties). Sur le plan international, il y a eu une migration d'entrée nette de 149 personnes.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – *Main-d'œuvre*

Malgré la croissance économique des dernières années, le marché du travail ténois est demeuré faible. En 2015, on estimait à 21 900 personnes le nombre total de Ténois occupant un emploi, soit une baisse de 280 par rapport à 2014, et de 1 430 par rapport au maximum atteint en 2007 avant la récession. Ce recul a entraîné une réduction de la population active et une hausse du taux de chômage aux TNO. En 2015, le taux de chômage (la portion de la population active qui est sans emploi) était de 8,3 %, une hausse par rapport aux 8,1 % de 2014, et un chiffre nettement supérieur aux 5,6 % d'avant la récession de 2007.



Encadré 3 : Le taux de chômage aux TNO était de 8,3 % en 2015.



Le taux de chômage général cache d'importantes variations régionales.

Si le taux de chômage est relativement faible dans les grands centres comme Yellowknife, Hay River, Fort Smith et Inuvik, il est élevé dans d'autres collectivités, plus petites et plus isolées.

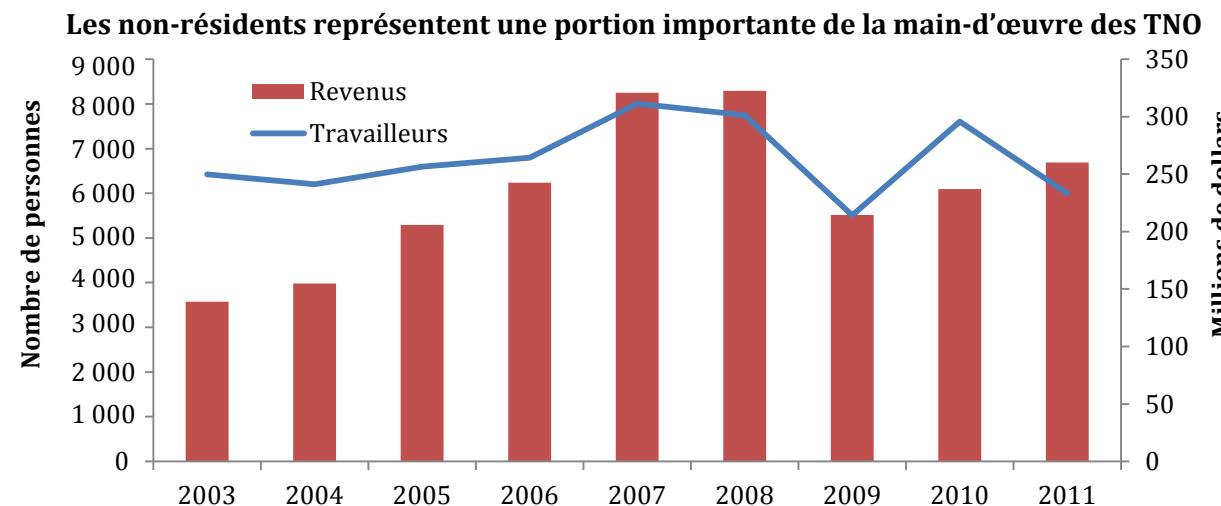
En moyenne, dans les plus petites collectivités, près du quart de la population est sans emploi.

Source : Bureau de la statistique des TNO

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – *Main-d'œuvre*

Le marché du travail aux TNO est caractérisé par une importante main-d'œuvre composée de non-résidents. Cette situation s'explique en grande partie par la petite taille de la population des TNO et par le fait que les besoins en main-d'œuvre de l'économie des TNO, principalement dans l'industrie minière, ne peuvent pas être comblés par les travailleurs ténois.

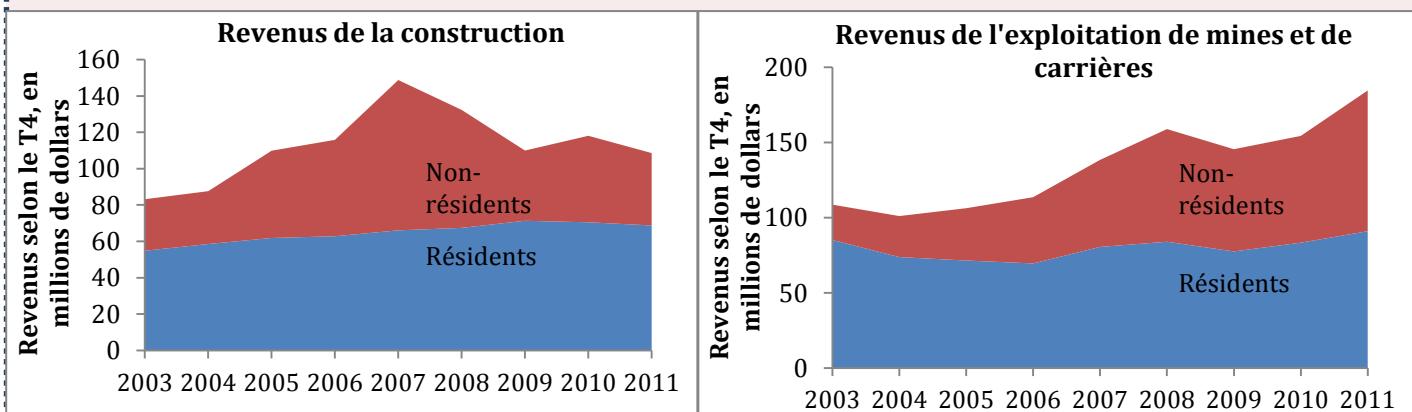
De 2003 à 2011, les travailleurs non résidents représentaient environ le tiers de la main-d'œuvre des TNO; à cet égard, les TNO occupent le deuxième rang au pays (après le Nunavut), loin devant toutes les provinces.



Source : Statistique Canada et ministère des Finances des TNO

Chaque année aux TNO, de 5 700 à 8 600 postes sont pourvus par des non-résidents. Cela comprend les postes saisonniers, en rotation, temporaires et liés à des projets spéciaux qui ne peuvent être occupés par des travailleurs résidents. De 2003 à 2011, la valeur totale de la rémunération versée aux travailleurs non résidents occupant de tels postes se situait entre 139 millions de dollars et 323 millions de dollars, soit environ 18 % de tous les revenus d'emploi générés aux TNO.

Encadré 4 : Les travailleurs non-résidents occupent des postes dans des secteurs précis.



Source : Statistique Canada et ministère des Finances des TNO

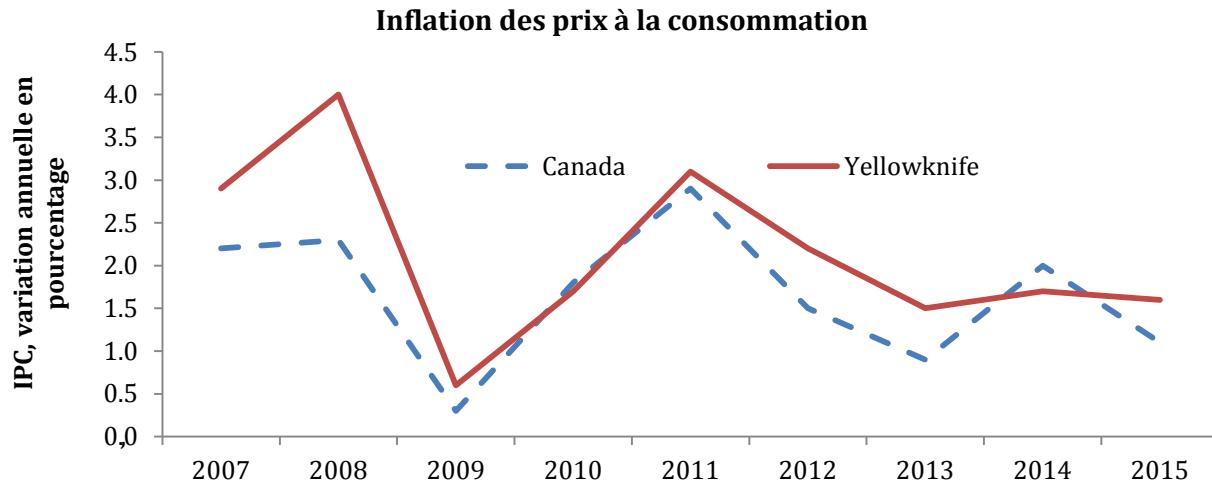
En 2011, environ 51 % du revenu d'emploi de l'industrie minière des TNO et 37 % du revenu d'emploi du secteur de la construction ont été versés à des travailleurs non-résidents.

3 % du revenu d'emploi généré dans l'administration publique des TNO ont été versés à des non-résidents.

Les travailleurs non-résidents qui occupent un emploi aux TNO, mais qui vivent à l'extérieur du territoire possèdent des compétences recherchées par les entreprises des TNO. La dépendance des TNO à l'égard des travailleurs de l'extérieur du territoire est synonyme de perte en matière de dépenses de consommation qui pourraient être effectuées aux TNO et de perte de revenu pour le GTNO. Les politiques destinées à résoudre ce problème doivent prendre en compte les raisons pour lesquelles les gens viennent aux TNO et en repartent. La migration d'entrée est la principale cause de la croissance de la population. Ce phénomène est attribuable à des perspectives d'emploi plus favorables aux TNO qu'ailleurs au Canada; en d'autres termes, lorsque l'économie des TNO se porte bien, les économies provinciales, elles, vont moins bien. Puisque les TNO se disputent la main-d'œuvre qualifiée, les stratégies de croissance de la population dépendent de la capacité des TNO à réagir rapidement à l'évolution de la conjoncture économique dans d'autres régions afin de saisir les occasions de recrutement dans les régions où le territoire possède un avantage comparatif. Cette approche comprend les stratégies de recrutement et de rétention du GTNO et les accords socio-économiques qui officialisent les engagements pris par les grandes sociétés en matière d'emploi, de formation et d'occasions d'affaires pour les résidents des TNO. Le GTNO s'est également engagé à se pencher sur d'autres facteurs sous-jacents qui contribuent au phénomène des travailleurs non-résidents, en particulier, le coût élevé de la vie.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – *Coût de la vie*

Le coût de la vie aux TNO est élevé comparativement aux autres régions du pays. L'éloignement, le climat et la faible densité de la population sur un vaste territoire signifient que les résidents, tant les personnes que les entreprises, paient souvent plus cher pour les biens et services aux TNO que dans les provinces voisines. C'est pourquoi l'inflation – la majoration du niveau global des prix qui entraîne une perte de pouvoir d'achat – est un sujet de préoccupation pour les résidents des TNO.



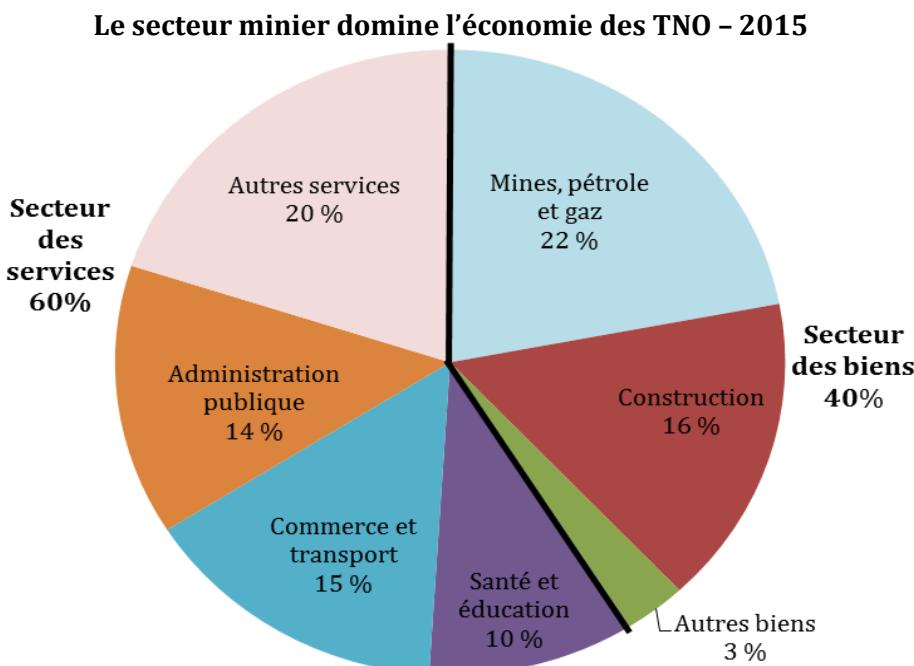
Source : Statistique Canada

L'indice des prix à la consommation (IPC) de Yellowknife a augmenté de 1,6 % en 2015, marquant un léger ralentissement par rapport à l'augmentation de 1,7 % de 2014. Cette situation est largement attribuable à la baisse des coûts d'énergie et de logement à la suite de la chute des prix mondiaux du pétrole. Cette baisse du prix du carburant a été contrebalancée par des prix plus élevés pour les biens importés, comme les aliments, en raison de la faiblesse du dollar canadien. Comme les TNO importent une plus grande part de leurs biens de consommation que les autres provinces canadiennes, l'inflation des prix à la consommation à Yellowknife l'an dernier a été un peu plus élevée qu'au Canada dans l'ensemble. En 2015, la variation de l'IPC au Canada a ralenti, passant d'une hausse de 2 % en 2014 à une hausse de 1,1 %.

SECTEURS CLÉS – *Structure de l'économie*

L'économie des TNO repose grandement sur le secteur des ressources extractibles non renouvelables. En particulier, l'économie s'appuie largement sur l'extraction de diamants. En 2015, l'extraction minière, pétrolière et gazière représentait un cinquième du PIB des TNO et aurait représenté un tiers du PIB si les liens avec d'autres secteurs étaient pris en compte. Aucun autre secteur n'est aussi dominant dans l'économie des TNO, mais cette situation place le territoire dans une situation précaire.

Dans une économie diversifiée, la croissance est plus stable et équilibrée parce que le risque est réparti plus également entre de nombreux secteurs, ce qui rend l'économie plus résiliente aux cycles économiques et aux chocs externes. La diversification agit comme une assurance qui atténue la sensibilité de l'économie aux hauts et aux bas associés à une seule industrie, un seul marché ou une seule région. Par exemple, dans une économie diversifiée, on observe des taux de chômage plus faibles durant les ralentissements cycliques.

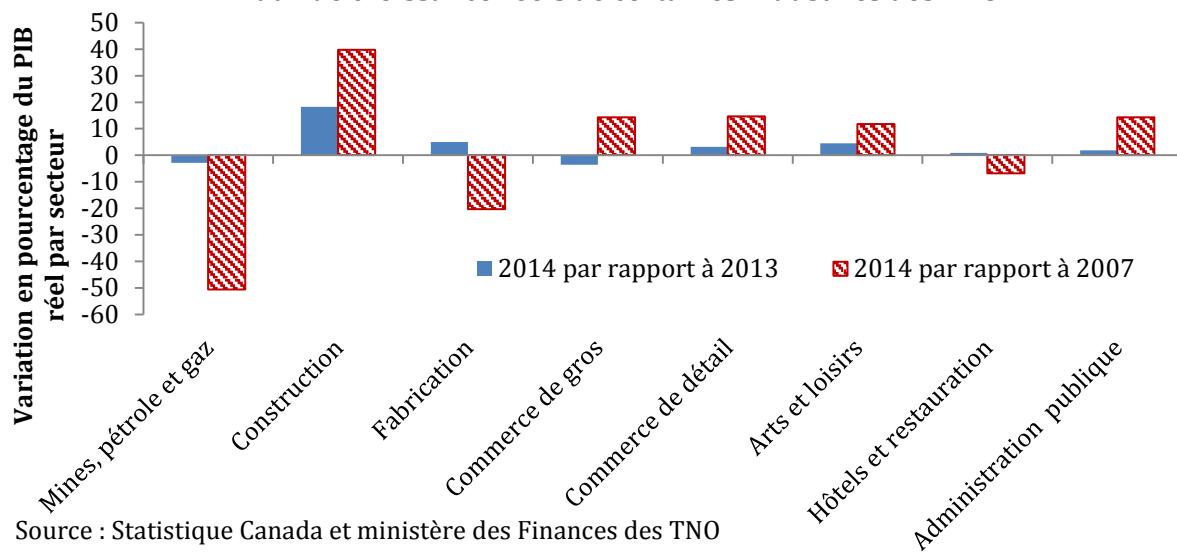


Source : Statistique Canada

En 2015, le secteur produisant des biens représentait 40 % du PIB des TNO. Les activités d'extraction de ressources dominent ce secteur aux TNO, même si la part qu'elles occupent a diminué au cours des dernières années. La construction est la deuxième industrie en importance du secteur des biens; elle représentait 16 % du PIB des TNO en 2015. Les autres industries du secteur des biens, qui représentent seulement 3 % du PIB, comprennent les ressources renouvelables, les services publics et les activités de fabrication.

Le secteur de la production des services surpassait celui des biens; il représentait 609 % du PIB des TNO en 2015. Les activités du secteur public dominent le secteur de la production des services, qui comprennent l'administration publique, l'éducation, la santé et les services sociaux, et représentaient 26 % du PIB des TNO en 2015. Ce secteur regroupe aussi des secteurs comme le commerce de gros et le commerce de détail, les banques, les hôtels et les voyagistes.

Taux de croissance réels de certaines industries des TNO

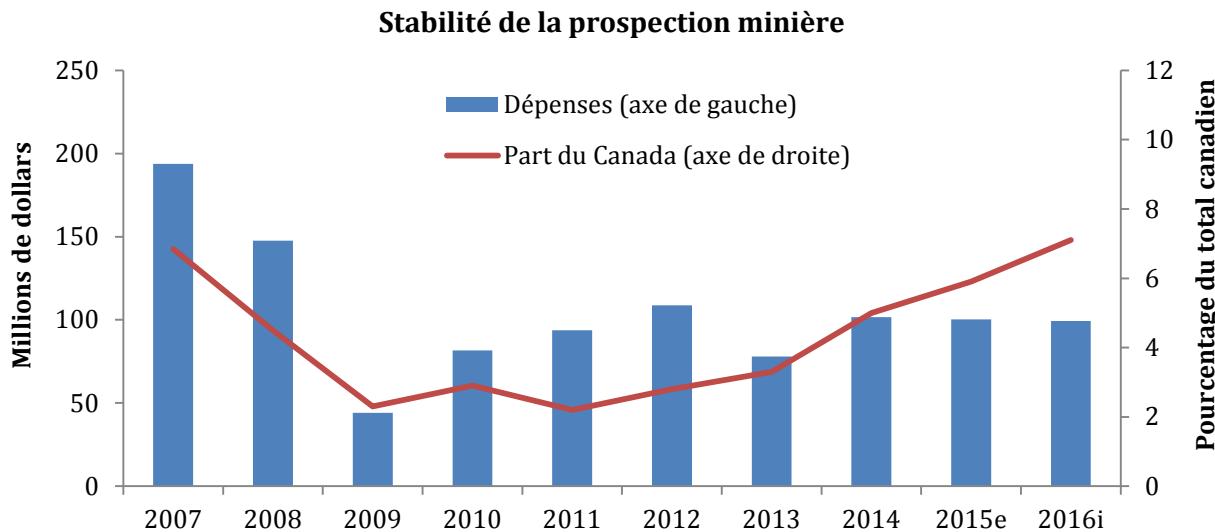


Source : Statistique Canada et ministère des Finances des TNO

De 2007 à 2015, les secteurs minier, pétrolier et gazier ont régressé de 50 %, le secteur manufacturier a connu une baisse de 20 % et celui des hôtels et de la restauration a chuté de 7 %. Par conséquent, la structure de l'économie des TNO a changé : en 2007, le secteur produisant des biens représentait 51 % de l'économie des TNO, mais en 2013, cette proportion est tombée à 39 %, avant de remonter à 40 % en 2015. Cette situation illustre le cycle économique du secteur produisant des biens ainsi que la récession mondiale.

SECTEURS CLÉS – *Grandes industries : mines (22 % du PIB ou 33 % si les liens avec d'autres secteurs sont pris en compte)*

Le secteur minier représente 22 % du PIB, mais si les liens avec d'autres secteurs sont pris en compte, il représente près du tiers de l'économie. Les dépenses de prospection minière et de mise en valeur des gisements ont légèrement fléchi l'an dernier, et se montent à 100 millions de dollars en 2015, alors qu'elles s'élevaient à 102 millions en 2014. Les dépenses prévues pour 2016 demeureront à peu près inchangées, car elles se monteraient à 99 millions de dollars. En dépit de cette stabilité, les dépenses d'exploration et de mise en valeur demeurent nettement inférieures à ce qu'elles étaient avant la récession. En proportion du total canadien, les dépenses de prospection et de mise en valeur sont passées de 5 % en 2014 à 5,9 % en 2015, et il est prévu qu'elles atteignent 7,1 % en 2016 puisque la faiblesse des prix des matières premières continuera d'avoir des répercussions sur le développement des ressources au Canada.

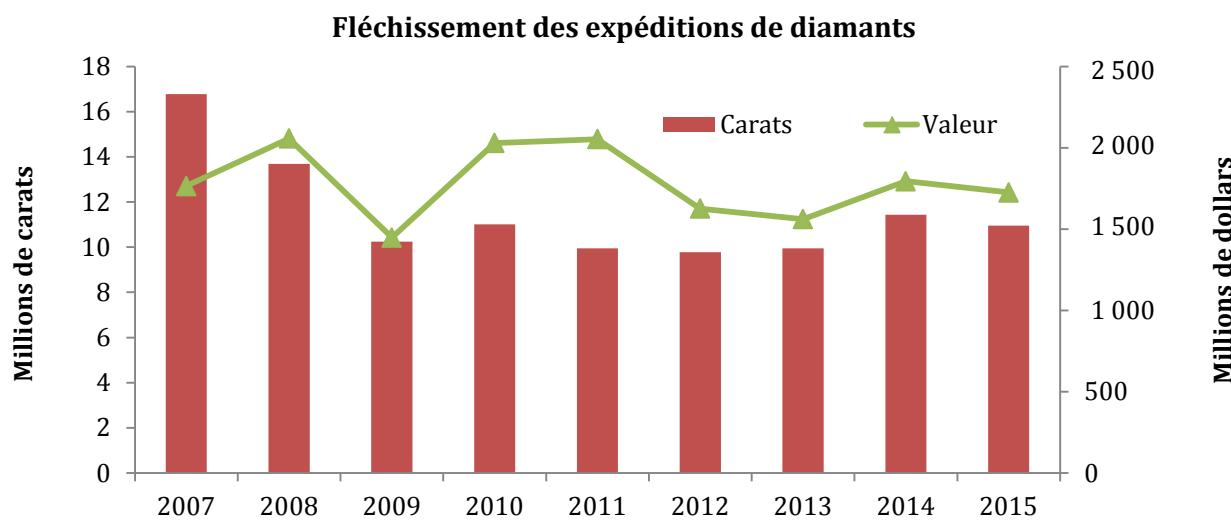


i : intentions

Source : Ressources naturelles Canada

En 2015, près de la moitié des dépenses a été consacrée à des activités de prospection minière liées à la découverte et à la délimitation de gisements minéraux aux TNO (nouveaux gisements et réévaluation de gisements découverts antérieurement). Le reste des dépenses a été consacré à la mise en valeur et au développement de projets déjà en chantier. Près de 86 % de ces dépenses ont été consacrés à la prospection et à la mise en valeur des diamants.

Deux mines de diamants sont actuellement en production aux TNO : Ekati et Diavik. Une troisième mine, Gahcho Kué, commencera à produire à la fin de 2016. La mine de Snap Lake a été placée en mode de surveillance et d'entretien en décembre 2015.

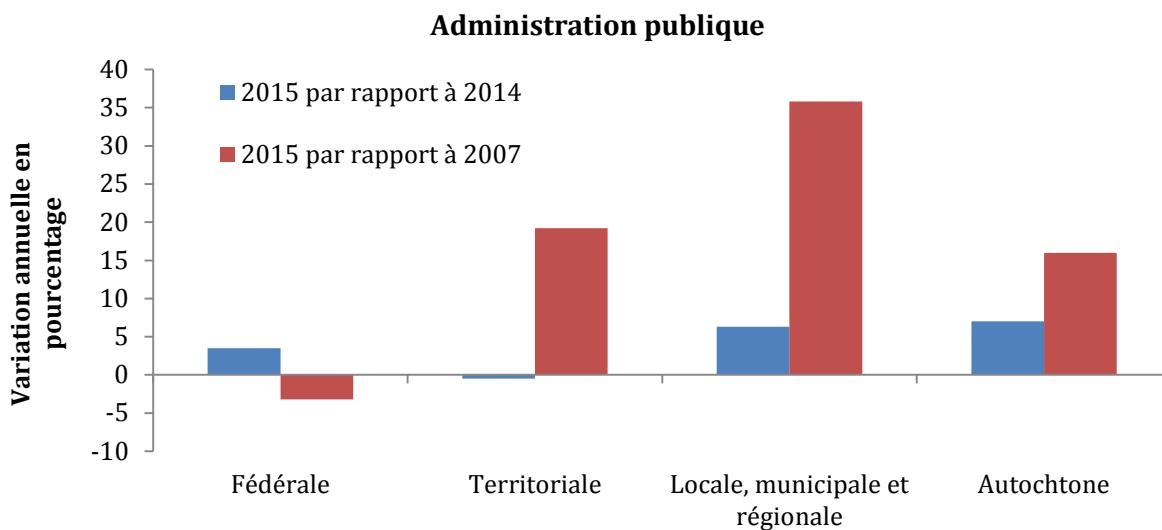


Source : Bureau de la statistique des TNO et ministère des Finances des TNO

La production de carats dans les mines de diamants des TNO a diminué de 4,2 %, passant de 11,4 millions de carats en 2014 à 11 millions en 2015, et la valeur des expéditions de diamants a baissé de 1,8 milliard de dollars en 2014 à 1,7 milliard de dollars en 2015.

SECTEURS CLÉS - *Grandes industries : administration publique (14 % du PIB)*

Les services d'administration publique (de tous paliers gouvernementaux : fédéral, territorial, municipal et autochtone) constituent la deuxième industrie en importance aux TNO; ils représentent 14 % du PIB et sont une importante source de création d'emplois et de revenus. L'administration publique comprend les tribunaux, les services policiers et correctionnels, la protection contre les incendies, la défense et l'administration des programmes publics, à l'exclusion des secteurs des services de santé, des services sociaux et de l'éducation. En outre, une grande proportion des dépenses totales du gouvernement va à l'administration publique, ce qui favorise la croissance de l'économie. Ce secteur représente plus de la moitié du PIB réel des TNO.

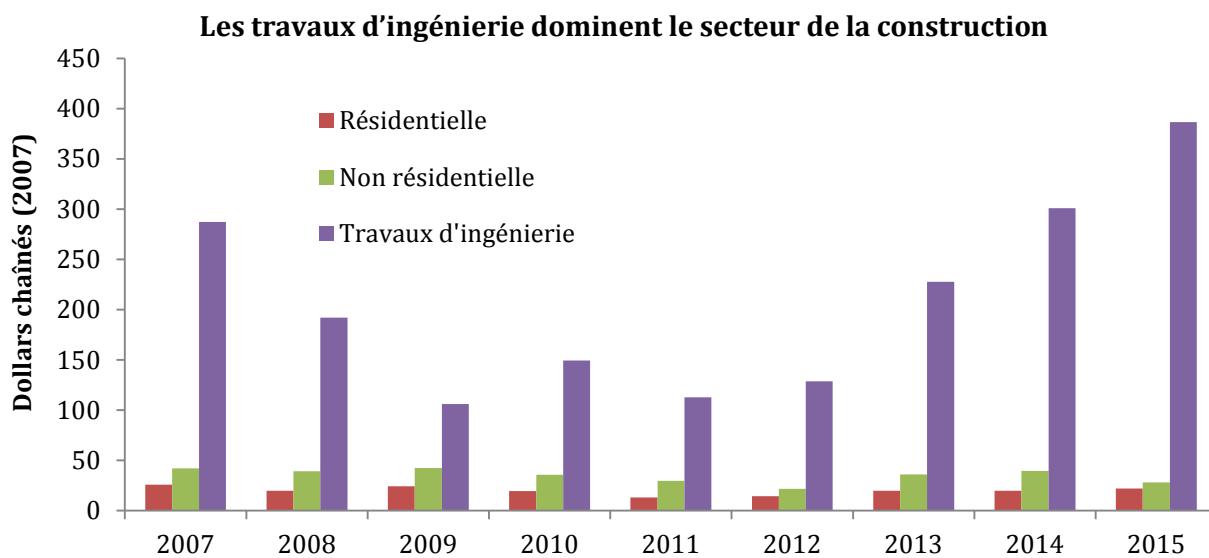


Source : Statistique Canada

Les dépenses pour l'administration publique sont demeurées relativement stables en 2015, augmentant seulement de 1,9 % par rapport à 2014. Depuis 2007, les dépenses pour l'administration publique de tous les paliers de gouvernement ont fortement augmenté, sauf dans le cas du gouvernement fédéral, où elles ont diminué de 3,2 % de 2007 à 2015, une baisse en partie attribuable au transfert au GTNO de la gestion des terres, des eaux et des ressources non renouvelables.

SECTEURS CLÉS – *Grandes industries : construction (16 % du PIB)*

Le secteur de la construction regroupe la construction résidentielle, la construction non résidentielle, les services d'ingénierie ainsi que les activités de réparation et de soutien. À la différence de nombreux autres territoires ou provinces, les services d'ingénierie aux TNO dominent les activités dans le domaine de la construction pour ce qui est de la valeur. En 2015, ils représentaient environ 70 % des dépenses réelles de construction.

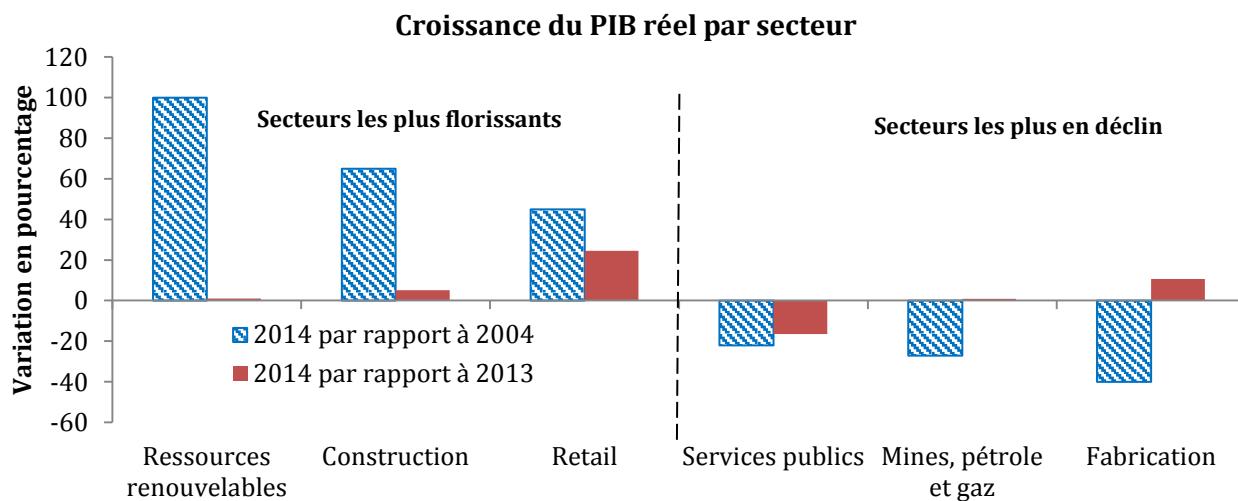


Source : Statistique Canada

Dans l'ensemble, les activités de construction ont augmenté de 18 % en 2015 par rapport à 2014, une proportion de 40 % supérieure au niveau d'avant la récession. Les projets comme la construction de la mine Gahcho Kué (coût total : un milliard de dollars), la route d'Inuvik à Tuktoyaktuk (coût total : 300 millions), et le câble à fibres optiques de la vallée du Mackenzie (coût total : 91 millions de dollars) ont contribué à faire augmenter les dépenses réelles en travaux d'ingénierie de 28,4 % entre 2014 et 2015, alors que les travaux de construction résidentielle et non résidentielle ont respectivement augmenté de 10,5 et de 29 %.

SECTEURS CLÉS – *Industries en croissance*

Les secteurs en croissance sont ceux qui connaissent une croissance supérieure à la croissance moyenne de l'économie. Certaines de ces industries sont peut-être relativement petites par rapport à d'autres, mais elles n'en offrent pas moins des possibilités en matière de création d'emploi et de croissance du revenu. Au cours de la dernière décennie, les trois industries qui ont connu la croissance réelle la plus rapide sont : les ressources renouvelables (pêche, chasse et piégeage, agriculture et foresterie), le commerce de gros et la construction. Au nombre des industries ayant connu une croissance négative au cours de la même période, on compte le secteur manufacturier, les services publics et les secteurs minier, pétrolier et gazier.

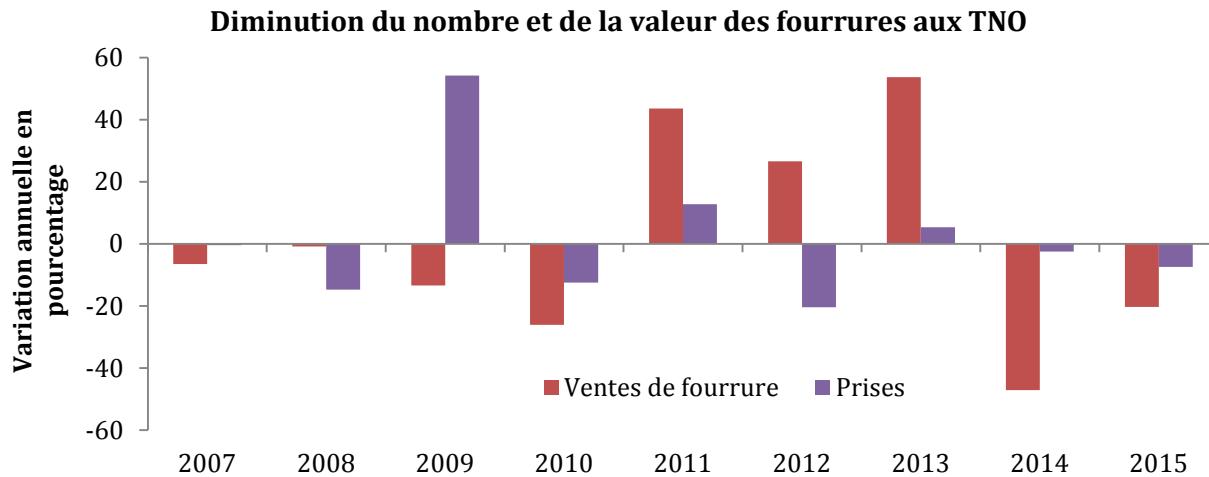


Source : Statistique Canada et ministère des Finances des TNO

Le secteur des ressources renouvelables comprend l'agriculture, la foresterie, la chasse, le piégeage et la pêche. Aux TNO, de nombreux résidents s'adonnent régulièrement à ces activités de manière récréative ou dans le contexte de l'économie « traditionnelle », non marchande. Toutefois, sur le plan commercial, le secteur des ressources renouvelables est très modeste. En 2015, il représentait seulement 0,7 % du PIB. En dépit de sa faible importance, ce secteur connaît la croissance la plus rapide; il a doublé au cours des 10 dernières années, passant de 14 millions de dollars en 2005 à 25 millions de dollars 2015 (en dollars chaînés de 2007).

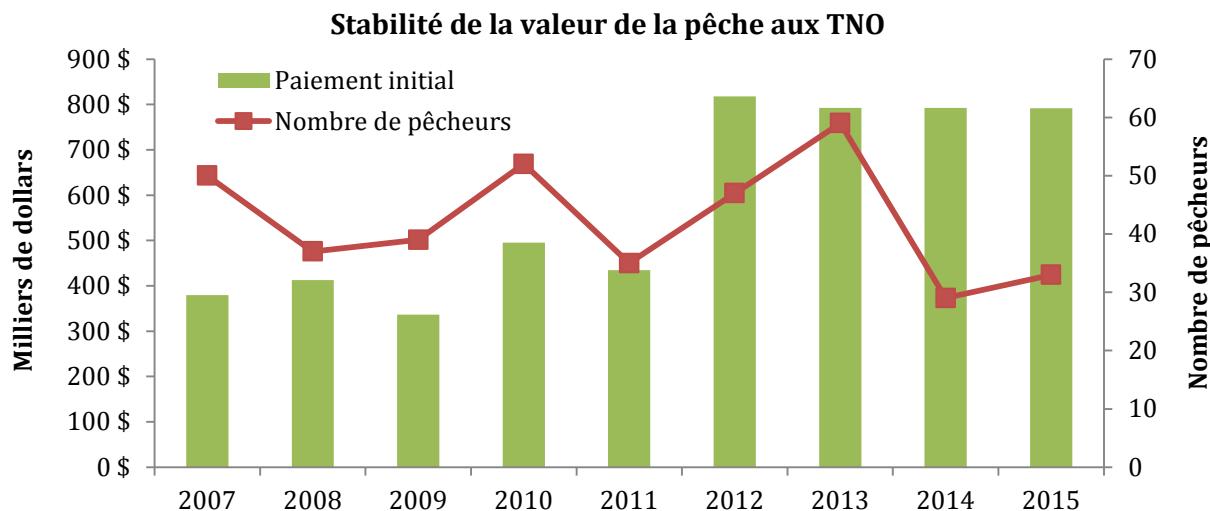
SECTEURS CLÉS - *Industries en croissance : piégeage et pêche*

Le piégeage demeure un volet important du secteur des ressources renouvelables et représente une importante source de revenus pour de nombreux Ténois, en particulier dans les petites collectivités. Aux TNO, au cours de l'exercice ayant pris fin le 30 juin 2015, environ 23 400 peaux ont été vendues, une diminution de 7,6 % par rapport à l'année précédente, et la valeur des fourrures vendues a diminué de 21,4 % par rapport à l'année précédente, se montant à 973 800 dollars. Le nombre de piégeurs professionnels a quant à lui diminué de 6,7 %, pour s'élever à 654 piégeurs.



Source: ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement et ministère des Finances des TNO

La pêche commerciale aux TNO est modeste et offre un potentiel de croissance. Les paiements initiaux aux pêcheurs ténois – au point de livraison et net de fret – sont demeurés pratiquement inchangés en 2015, diminuant de 0,1 % par rapport à 2014, soit 791 500 dollars, alors que le poids a augmenté de 50 %, passant de 288 000 kilos en 2014 à 432 000 kilos en 2015.

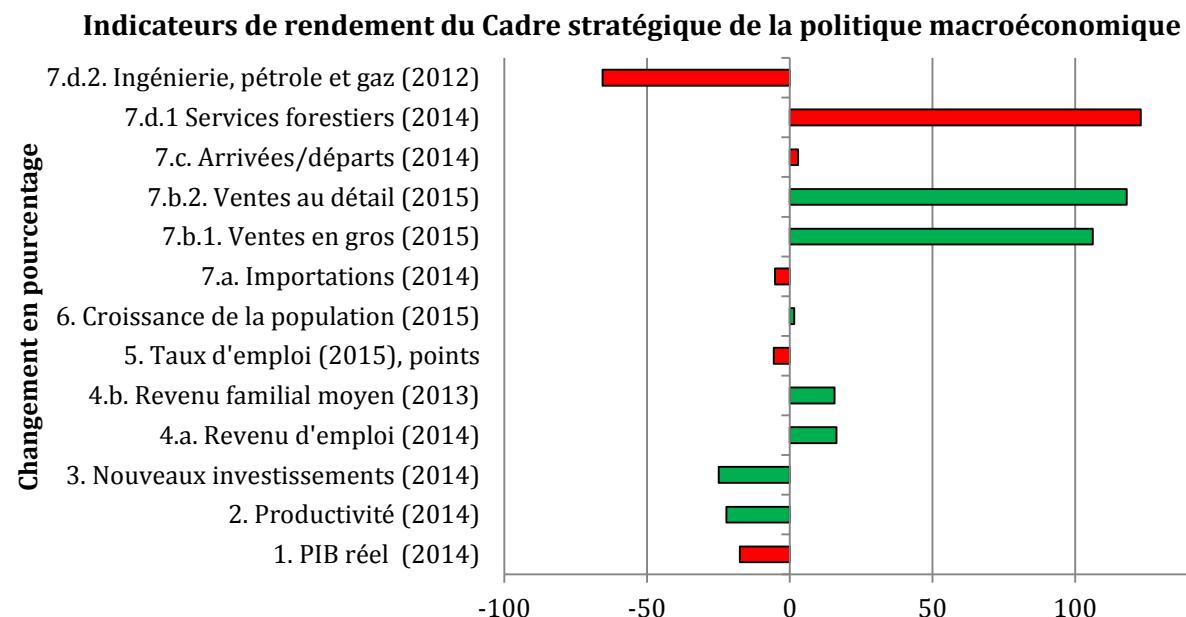


Source : Office de commercialisation du poisson d'eau douce

INDICATEURS DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES – CADRE STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE MACROÉCONOMIQUE

Le *Cadre stratégique de la politique macroéconomique* du GTNO sert à guider les décisions en matière d'investissements et de politiques. Le *Cadre stratégique* comprend 13 indicateurs de rendement servant à mesurer les résultats économiques des TNO au fil du temps, en comparant les indicateurs avec les valeurs de référence moyennes de 2005 à 2007. Ces indicateurs ont été conçus pour produire des mesures générales du bien-être économique et fournir une indication de l'efficacité des investissements du GTNO en vue de stimuler et de diversifier l'économie.

Sept des 13 indicateurs sont maintenant sur la bonne voie, mais les facteurs clés de l'accroissement du PIB, la productivité et les nouveaux investissements, sont dans le négatif et continuent de freiner la croissance.



Source : Statistique Canada, Bureau de la statistique des TNO et ministère des Finances des TNO

L'économie des TNO s'est montrée très peu résiliente depuis la crise financière mondiale, et la récession qui en a découlé a frappé le territoire en 2009. La preuve en est que de nombreux indicateurs n'ont pas encore retrouvé leurs niveaux d'avant la récession. Deux des facteurs déterminants du faible niveau de résilience sont la dépendance à l'égard de l'industrie des ressources extractibles et l'ouverture de l'économie ténoise en matière de libre circulation des personnes et des capitaux, qui peuvent se déplacer vers des provinces dont la situation est plus favorable en cas de difficultés économiques aux TNO. Pour le GTNO, le défi consiste à déterminer et à faire progresser des occasions d'investissement qui généreront des bénéfices durables dans la conjoncture économique mondiale au sein de laquelle les entreprises ténoises sont en concurrence.

EXAMEN FISCAL

Premier budget de la 18^e Assemblée législative, le budget de 2016-2017 établit l'orientation budgétaire par laquelle elle entend remplir son mandat et concrétiser sa vision, soit celle d'une économie solide et bien gérée qui contribue au mieux-être financier et à la qualité de vie des habitants des Territoires-du-Nord-Ouest et qui génère les emplois et les débouchés dont les collectivités des TNO ont besoin pour prospérer ainsi que les ressources pour financer les programmes gouvernementaux. Pour faire avancer ses priorités, la 18^e Assemblée législative doit mettre sur pied un plan solide à long terme qui lui permettra de financer adéquatement ses programmes de base et ses initiatives stratégiques de manière viable sur le plan budgétaire, tout en protégeant l'avenir des finances publiques. Le défi est de taille : les perspectives de croissance à moyen terme des recettes du GTNO sont nulles, et les Assemblées législatives précédentes ont accumulé un déficit infrastructurel immense durant les périodes de crise.

Pour relever ce défi, la 18^e Assemblée législative dresse dans le budget 2016-2017 un plan financier pour maîtriser la croissance des dépenses de sorte à accumuler les excédents de fonctionnement. Grâce à ces excédents, le GTNO pourra entretenir ses infrastructures actuelles, réaliser des investissements stratégiques en infrastructures pour faire croître l'économie et offrir ses programmes, pour éviter d'avoir à composer avec des déficits structurels plus tard.

Stratégie budgétaire

Le GTNO prépare deux budgets : un budget de fonctionnement, qui prévoit le financement de la prestation des programmes et services gouvernementaux, et un budget d'immobilisations, qui prévoit le financement des infrastructures. Le total des recettes doit couvrir les dépenses combinées de ces deux budgets; sinon, le gouvernement est contraint d'emprunter, et donc d'augmenter sa dette. Les emprunts du GTNO sont limités par le plafond de 1,3 milliard de dollars imposé par le gouvernement fédéral ainsi que par ses propres lignes directrices en matière de gestion prudente de la dette, qui sont décrites dans sa Politique de gestion responsable des finances. Cette politique dicte en grande partie la stratégie budgétaire, car elle fixe le montant maximal que le GTNO peut emprunter durant l'année.

L'objectif premier du budget 2016-2017 est de mettre en branle le processus de rétablissement de la viabilité des finances publiques d'ici la fin de la 18^e Assemblée législative pour maintenir la qualité des programmes et des services de base, bâtir et entretenir les infrastructures nécessaires à la prestation de ces programmes et services, et concrétiser les priorités énoncées dans le mandat de l'Assemblée.

Cet objectif est appuyé par la stratégie budgétaire suivante :

- Ramener le rythme de croissance des dépenses en équilibre avec celui des recettes durant le mandat de la 18^e Assemblée législative.
- Limiter la croissance des nouveaux financements, y compris les augmentations négociées dans le cadre de conventions collectives, à celle de la formule de financement des territoires, et atteindre 150 millions de dollars en réductions de dépenses ou en nouvelles recettes d'ici la fin du mandat de la 18^e Assemblée législative.
- Respecter les exigences de la Politique de gestion responsable des finances. À ce titre, le GTNO n'empruntera pas pour couvrir ses dépenses de fonctionnement et financera au moins 50 % de ses investissements annuels en infrastructures à partir d'excédents de fonctionnement.

Cette stratégie permettra au GTNO de continuer à générer les excédents de fonctionnement nécessaires pour financer les infrastructures, y compris des logements. La majorité du budget du GTNO est financé par des transferts fédéraux, ce qui restreint ses possibilités de produire des excédents de fonctionnement en levant plus d'impôts ou en créant de nouvelles sources de recettes autonomes. Par conséquent, les excédents seront réalisés essentiellement par une gestion prudente de la croissance des dépenses de fonctionnement.

Différents moyens d'augmenter les recettes sont actuellement à l'étude; le dernier document de travail sur le sujet a été déposé devant l'Assemblée législative le 1^{er} mars 2016. L'objectif de cette étude était de trouver des façons de dégager de nouvelles recettes par des modifications de la fiscalité et par l'instauration de nouvelles taxes et de nouveaux impôts, selon les critères suivants :

- Potentiel de production de recettes : Les recettes autonomes représentent moins d'un quart des recettes totales du GTNO. Sa minuscule assiette fiscale limite le montant qu'il est possible de tirer de l'augmentation des impôts et des taxes.
- Principes d'une saine politique fiscale : Le système d'imposition doit être aussi prévisible, juste, efficace et simple que possible.
- Incidence sur l'économie des TNO : L'étude devait prendre en compte la nécessité pour le territoire de demeurer concurrentiel avec les autres provinces et territoires, de même que les répercussions sur le coût de la vie déjà élevé, qui rend difficile d'attirer et de conserver des immigrants aux TNO.

Les mesures prises pour augmenter les recettes s'inscriront dans une stratégie à long terme axée sur la croissance de la base économique. Même si de nouvelles taxes ou d'autres sources de recettes sont créées, les dépenses de fonctionnement devront toujours être réduites de sorte que leur rythme de croissance ne dépasse pas celui des recettes. Le GTNO ne peut pas générer suffisamment de nouvelles recettes pour résoudre son problème de viabilité financière sans toucher à ses dépenses. Cela dit, il doit maintenir ses dépenses dans certains domaines clés, sous peine de compromettre la prestation des services publics de base. Néanmoins, comme la croissance de ses recettes s'annonce nulle, il sera nécessaire de contenir la croissance des dépenses à l'avenir. Le GTNO ne peut tout simplement pas se permettre de vivre au-dessus de ses moyens; il accumulerait alors les déficits structurels et mettrait en péril l'avenir de la situation budgétaire du territoire. En vertu de la Politique de gestion responsable des finances, la moitié des investissements annuels en

infrastructures doivent être financés par des excédents de fonctionnement. À lui seul, un budget équilibré ne suffirait pas à permettre ce type d'investissement, qu'il s'agisse d'entretenir les infrastructures existantes ou d'en construire de nouvelles. Si toutes les recettes du GTNO étaient affectées à ses dépenses de fonctionnement, son déficit infrastructurel ne cesserait de croître et ses perspectives économiques à long terme se dégraderaient. Il deviendrait alors plus difficile d'attirer et de conserver des résidents, ce qui compromettrait la viabilité de la prestation des services publics sur le territoire.

Situation budgétaire

Depuis le budget 2010-2011, le GTNO s'efforce de maintenir le rythme de croissance de ses dépenses à un niveau inférieur à celui de ses recettes afin d'augmenter graduellement les excédents de fonctionnement qu'il peut investir en infrastructures. Il est plus important que jamais de mettre l'accent sur la gestion prudente des dépenses, car les prévisions de croissance des recettes pour les cinq prochaines années sont nulles. Le gouvernement devra donc modérer la croissance de ses dépenses pour continuer à dégager des excédents de fonctionnement, comme l'exige la Politique de gestion responsable des finances. Ces excédents sont essentiels à la viabilité des investissements en infrastructures.

À ce jour, les efforts pour contenir la croissance des dépenses se sont avérés fructueux, contribuant à quatre années consécutives d'excédents de fonctionnement jusqu'en 2014-2015. Le GTNO a fait preuve de prudence dans l'établissement de son budget de fonctionnement, en réduisant la croissance des dépenses liées aux programmes de moitié par rapport à il y a cinq ans en moyenne. Les excédents de fonctionnement ainsi dégagés ont permis au gouvernement d'effectuer des investissements en infrastructures qu'il n'aurait jamais pu faire autrement.

La prudence financière du GTNO est reconnue par Moody's Investors Service, qui attribue au GTNO la cote Aa1, l'une des plus élevées qui soient. Grâce à cette cote, qui n'a pas changé depuis novembre 2006, le GTNO bénéficie de conditions d'emprunt favorables.

Perspectives à moyen terme

Les perspectives à moyen terme témoignent des mesures prises jusqu'à maintenant pour aligner la croissance des dépenses sur celle de la subvention de la formule de financement des territoires. Compte tenu de l'augmentation de cette subvention, il faudra au moins 150 millions de dollars en économies ou en nouvelles recettes pour enregistrer un excédent de trésorerie à court terme d'ici la fin du mandat de la 18^e Assemblée législative. Le budget 2016-2017 annonce des réductions de dépenses de près de 53 millions de dollars et des nouvelles recettes de l'ordre de 15 millions de dollars sur les quatre prochaines années, ce qui correspond à près de la moitié de la cible de 150 millions de dollars.

Perspectives à moyen terme (*en millions de dollars*)

	2014-2015 (réel)	2015-2016 (estimations)	2016-2017 (prévisions)	2017-2018 (prévisions)	2018-2019 (prévisions)	2019-2020 (prévisions)
FONCTIONNEMENT – SOMMAIRE						
Total des recettes	1 827	1 827	1 810	1 844	1 784	1 818
Total des dépenses ¹	(1 732)	(1 730)	(1 691)	(1 684)	(1 708)	(1 765)
Excédent (déficit) de fonctionnement	95	97	119	160	76	53
DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS	236	201	379	243	158	117
DETTE TOTALE AU 31 MARS						
Excédent (déficit) de trésorerie à la fin de l'exercice	(235)	(258)	(312)	(290)	(216)	(152)
Dette à long terme et dette garantie ²	(434)	(445)	(471)	(540)	(664)	(651)
Dette totale au 31 mars	(669)	(703)	(783)	(830)	(880)	(803)
PLAFOND D'EMPRUNT	800	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300
CAPACITÉ D'EMPRUNT INUTILISÉE	131	597	517	470	420	497

¹ Comprend les contributions aux infrastructures.

² Comprend les dettes de la Société d'énergie des TNO, de la Northwest Territories Energy Corporation, de la Société d'habitation des TNO, du pont de Deh Cho et de l'Administration scolaire confessionnelle publique de Yellowknife.

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme pourrait ne pas correspondre au total.

La nécessité de comprimer les dépenses naît du fait que, pour les exercices 2015-2016 à 2019-2020, la croissance des recettes totales sera pratiquement nulle, les prévisions tablant même sur un recul de 0,5 %, soit une baisse de 0,1 % par année, tandis que les dépenses devraient croître de 2 % au total, à raison d'environ 0,5 % par année. Les prévisions de croissance des dépenses reposent sur l'hypothèse que la croissance forcée (augmentation des coûts des programmes et services existants) sera limitée à 20 millions de dollars par année, qu'aucune nouvelle initiative ne sera entreprise – à moins de pouvoir réaffecter des fonds de budgets ministériels existants –, et que les budgets annuels des immobilisations seront modestes.

Tout au long de la période visée par les prévisions, la dette du GTNO demeurera sous le plafond d'emprunt de 1,3 milliard imposé par le gouvernement fédéral, et les paiements affectés au service de la dette resteront inférieurs à la limite de 5 % prescrite par la Politique de gestion responsable des finances. Toutefois, celle-ci exige également qu'au moins la moitié des investissements annuels en infrastructures soit financée par les excédents de fonctionnement. C'est pourquoi le budget alloué à ces investissements est réduit dans les perspectives. Pour augmenter ce budget et ainsi être en mesure d'investir pour protéger le parc d'infrastructures existant et remédier au déficit infrastructurel de 3,4 milliards de dollars, des économies ou des recettes supplémentaires devront être dégagées.

La portion inutilisée de la limite d'emprunt servira en priorité à réaliser des investissements stratégiques dans les infrastructures de transport et d'énergie qui contribueront à renforcer durablement la capacité économique du territoire et à réduire les coûts de l'énergie.

Perspectives selon la Politique de gestion responsable des finances (en millions de dollars)

	2014-2015 (données réelles)	2015-2016 (budget)	2016-2017 (prévisions)	2017-2018 (prévisions)	2018-2019 (prévisions)	2019-2020 (prévisions)
Liquidités nécessaires pour les dépenses en infrastructures (nettes des contributions reportées reçues pendant l'exercice)	236	201	379	243	158	117
<hr/>						
Paiements de service de la dette						
Locations-acquisitions	3	3	3	3	3	3
MVFL – Paiement de capital	-	-	-	8	8	8
Stanton – Paiement de capital	-	-	-	-	12	18
Pont de Deh Cho	9	9	9	10	11	12
Charge d'intérêt à court terme	1	1	2	2	2	2
Paiement de service de la dette – Total	13	13	14	23	36	43
Pourcentage des recettes	0,8 %	0,8 %	0,8 %	1,2 %	2,0 %	2,4 %
Incidences de la Politique de gestion responsable de finances						
1. Paiement maximal de service de la dette : 5 % des recettes	85	85	91	92	89	91
2. Excédents de fonctionnement exigés pour :						
Financer au moins 50 % des acquisitions d'immobilisations	118	101	190	12	79	59
Financer le service de la dette	13	13	14	23	36	43
Budget de fonctionnement nécessaire – Total	131	114	204	145	115	102
3. Budget de fonctionnement disponible :						
Excédent (déficit) de fonctionnement aux fins de la planification budgétaire	95	97	119	160	76	53
Ajout de la charge d'amortissement et des autres éléments hors trésorerie	79	84	93	94	106	111
Budget de fonctionnement disponible – Total	174	181	211	254	182	163
4. Surplus (manque à gagner) de liquidités généré par les activités	43	68	8	109	67	62

Augmenter les recettes sera un défi de taille. L'activité économique ténioise est plus faible que durant les cinq années qui ont précédé la récession de 2007, parce que la production des ressources est en déclin et que les investissements des entreprises ont diminué. La faible intensité de l'activité économique est la cause principale de la croissance démographique modeste des TNO depuis 2004. Par ailleurs, comme on le souligne dans l'étude des sources de recettes potentielles de mars 2016, la petitesse de l'assiette fiscale limite grandement les possibilités d'augmentation des recettes autonomes. Près des deux tiers des recettes du GTNO proviennent de la subvention de la formule de financement des territoires, sur laquelle il n'a aucune prise. Au cours des quatre prochaines années, on prévoit que la dotation du GTNO au titre de la formule de financement des territoires sera augmentée d'environ 0,5 % par année. Cette estimation repose sur certaines hypothèses concernant les dépenses des administrations provinciales et locales ainsi que le taux de croissance démographique relatif des TNO par rapport à l'ensemble des provinces, qui sont les principales variables déterminant cette augmentation. Les mesures de compression des dépenses adoptées par les provinces et la faible croissance démographique des TNO contribueront à ralentir l'augmentation de la subvention de la formule de financement des territoires et, par conséquent, celle des recettes totales.

Pour répondre au besoin de croissance économique, le GTNO a mis en place plusieurs stratégies qui favoriseront la robustesse et le dynamisme de l'économie. De plus, il réalisera des investissements stratégiques en infrastructures, en accord avec sa propre Politique de gestion responsable des finances et dans les limites du plafond d'emprunt imposé par le gouvernement fédéral. Ces mesures devraient redonner de la vigueur à l'économie à moyen terme.

Examen fiscal

Résultats définitifs de l'exercice 2014-2015

Le total des recettes s'est élevé à 1,83 milliard de dollars en 2014-2015, soit une hausse de 12 % par rapport à 2013-2014, principalement attribuable au transfert des responsabilités de la gestion des terres, des eaux et des ressources non renouvelables du gouvernement fédéral au GTNO, intervenu le 1^{er} avril 2014, qui a donné lieu à une augmentation de la subvention de la formule de financement des territoires et à la première inclusion dans le calcul des recettes tirées des ressources, et aux transferts fédéraux octroyés pour le projet de route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk. Si l'on exclut les recettes issues du transfert des responsabilités et du projet routier, le total de recettes aurait augmenté d'environ 3,8 %, car la plupart des autres sources de recettes ont enregistré une croissance faible, voire négative; de fait, les recettes fiscales sont passées de 279 millions de dollars en 2013-2014 à 251 millions en 2014-2015 à cause d'une chute abrupte des recettes de l'impôt sur les sociétés.

En 2014-2015, le total des dépenses a augmenté de 12,6 % par rapport à 2013-2014, passant de 1,54 milliard de dollars à 1,73 milliard, principalement en raison des nouvelles dépenses liées aux responsabilités transférées au GTNO. Les recettes et les dépenses ayant augmenté pratiquement au même rythme, l'excédent de fonctionnement de 2014-2015 était très proche de celui de l'exercice précédent, atteignant 95 millions de dollars (comparativement à 94 millions).

Budget de dépenses révisé de 2015-2016

On prévoit que l'excédent de fonctionnement atteindra 97 millions de dollars en 2015-2016, soit 50 millions de dollars de moins que ce qui était prévu dans le budget principal des dépenses. Cette baisse est principalement attribuable aux chocs induits par les dépenses de 47 millions de dollars consacrées à lutter contre les incendies de forêt et à contrebalancer les coûts de production d'électricité d'appoint au moyen de carburant diesel, les niveaux d'eau de la rivière Snare ayant été à leur plus bas depuis 64 ans.

Les prévisions des recettes de 2015-2016 demeurent les mêmes que dans le budget principal des dépenses, soit 1,83 milliard de dollars. La baisse prévue de 37 millions de dollars des recettes autonomes, principalement attribuable à un abaissement de l'impôt sur les sociétés et des prévisions de redevances sur les ressources, a été contrebalancée par une augmentation de 37 millions de dollars des transferts fédéraux, en particulier pour le projet de route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk.

Les dépenses en infrastructures devraient atteindre 375 millions de dollars en 2015-2016, soit 97 millions de plus que ce que prévoyait le budget de dépenses en immobilisations de 2015-2016. Cette hausse est pour l'essentiel attribuable aux travaux de construction de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk, de même qu'à des reports de capital de l'exercice 2014-2015. On prévoit que la dette totale s'élèvera à 668 millions de dollars au 31 mars 2016. En tenant compte des autres instruments d'emprunt utilisés pour respecter le plafond d'emprunt de 1,3 milliard de dollars imposé par le gouvernement fédéral, on s'attend à ce que le total des emprunts du GTNO atteigne 703 millions de dollars au 31 mars 2016, ce qui laisse une capacité d'emprunt inutilisée de 597 millions de dollars.

Budget 2016-2017

Le budget 2016-2017 propose des dépenses de fonctionnement de 1,66 milliard de dollars et prévoit des recettes de 1,81 milliard de dollars. Compte tenu des contributions à l'infrastructure et des exigences de réserves supplémentaires, l'excédent de fonctionnement devrait s'élever à 119 millions de dollars.

Les investissements en infrastructures de 2016-2017, qui ont été approuvés en octobre 2015, devraient totaliser 320 millions de dollars, ce qui comprend les contributions aux infrastructures. On s'attend à ce que la dette à court terme s'élève à 312 millions de dollars au 31 mars 2017. On estime que la dette à long terme directe atteindra 179 millions de dollars, tandis que la dette des organismes publics, comme la Société d'hydro des TNO, la Société d'habitation des TNO et l'Administration scolaire confessionnelle publique de district de Yellowknife, s'élèvera à 261 millions. Après l'ajout prévu de 30 millions de dollars à d'autres instruments d'emprunt compris dans la définition du plafond d'emprunt territorial, on s'attend à ce que le total des emprunts s'élève à 783 millions de dollars au 31 mars 2017, ce qui laisse une capacité d'emprunt inutilisée de 517 millions de dollars par rapport au plafond de 1,3 milliard de dollars imposé par le gouvernement fédéral. Nous demanderons un plafond d'emprunt à court terme de 377 millions de dollars dans la *Loi de crédits* de 2016-2017, pour conserver un coussin en vue d'éponger la dette à court terme d'environ 312 millions de dollars.

Recettes

Prévisions des recettes

On prévoit que les recettes totales baisseront de 17 millions de dollars par rapport au budget de dépenses révisé de 2015-2016, ce qui fera passer le budget principal des dépenses de 2016-2017 à 1,8 milliard de dollars (baisse de 0,9 %). En 2016-2017, la subvention de la formule de financement des territoires, qui représente toujours l'essentiel des recettes du GTNO, diminuera de 1 %, soit 13 millions de dollars, puisque les recettes tirées de l'exploitation des ressources seront compensées pour la première fois à la suite du transfert des responsabilités. Les autres transferts devraient être amputés de 35 millions de dollars, principalement en raison d'une baisse marquée du financement de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk, partiellement compensée par d'autres augmentations, dont celle du transfert pour l'amélioration de la capacité du réseau routier.

Les recettes autonomes du GTNO (y compris les recouvrements) devraient constituer 23 % des recettes totales en 2016-2017. On s'attend à une hausse de 12 % des recettes fiscales, principalement en raison de l'augmentation prévue de l'impôt sur les sociétés. La portion restante des recettes autonomes devrait demeurer stable.

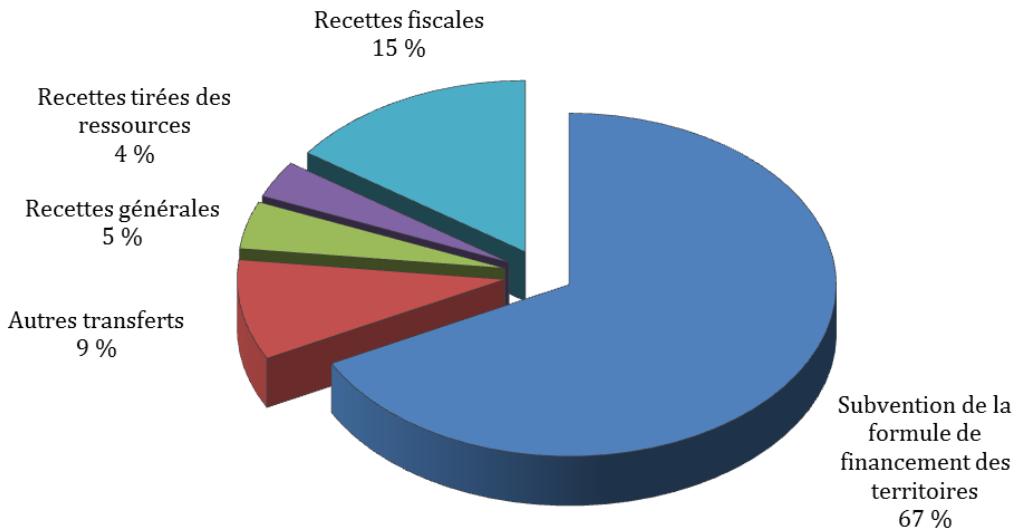
Initiative sur les recettes

Le budget 2016-2017 ne comprend ni nouvelles taxes ni nouveaux impôts. Pour les prochains budgets, la 18^e Assemblée législative envisagera les moyens d'augmenter les recettes proposées dans l'examen des options de recettes déposé en mars 2016.

Conformément à la politique d'indexation existante, les taux par mille d'impôt foncier et plusieurs redevances seront indexés sur l'inflation, à compter du 1^{er} avril 2016. Cette mesure cadre avec la politique du GTNO d'indexer, dans la mesure du possible, les taux de taxe sur le tabac et l'impôt foncier, la majoration sur les spiritueux et les redevances. Comme les taux de taxe sur le tabac et de majoration sur les spiritueux figurent déjà parmi les plus élevés de toutes les provinces et de tous les territoires, ils n'augmenteront pas. On craint en effet que l'instauration de hausses supplémentaires n'engendre des difficultés sur le plan de l'application.

Le budget propose de restructurer et d'augmenter les frais de l'aéroport de Yellowknife selon les moyennes de l'industrie et des aéroports comparables au Sud en facturant des frais d'améliorations aéroportuaires de 20 \$ par passager voyageant vers le sud et de 10 \$ par passager voyageant vers le nord. Une fois mis en œuvre, ces changements produiront environ 10 millions de dollars en nouvelles recettes par année.

Recettes du GTNO pour 2016-2017, par source

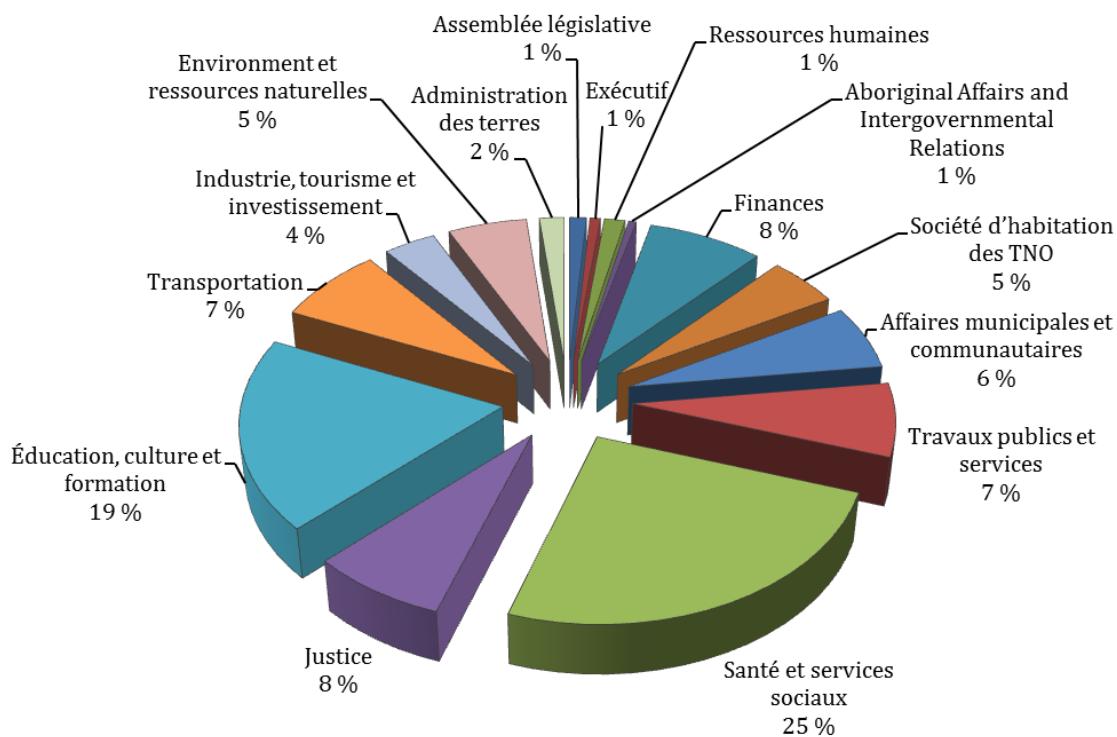


Dépenses de fonctionnement

Le budget 2016-2017 propose des dépenses de fonctionnement de 1,66 milliard de dollars, dont 1 milliard (63 %) est alloué aux programmes sociaux comme l'éducation, les soins de santé, les services sociaux, le logement, les services de police et les services correctionnels.

Les dépenses de fonctionnement devraient augmenter de 15 millions de dollars par rapport au budget principal des dépenses de 2015-2016, malgré 35 millions de dollars alloués à de nouvelles initiatives. L'augmentation de 29 millions de dollars des coûts des programmes en place (croissance forcée) et d'autres rajustements totalisant 8 millions de dollars seront compensés par la somme de 27 millions de dollars non déboursés pour des programmes temporisés et des réductions de 31 millions de dollars à divers budgets ministériels.

Dépenses de fonctionnement pour 2016-2017, par ministère



Initiatives

Le budget 2016-2017 alloue 35 millions de dollars à diverses initiatives pour cet exercice. Il prévoit l'augmentation des coûts des programmes en place (croissance forcée) tout en reportant des dépenses sur les initiatives. Compte tenu du contexte budgétaire difficile, les nouvelles initiatives sont financées à même les économies ou les budgets de programmes terminés, ainsi que par diverses réductions. Cette approche donne à la 18^e Assemblée législative la flexibilité nécessaire pour concrétiser ses priorités.

Les initiatives sont centrées sur les priorités et le mandat de l'Assemblée législative : la gouvernance; le coût de la vie; l'éducation et la jeunesse; le mieux-être communautaire et la sécurité, ainsi que l'économie, l'environnement et les changements climatiques.

Gouvernance : renforcer la responsabilisation, la transparence et la collaboration

Le financement alloué aux initiatives à l'appui de la priorité de la 18^e Assemblée législative, à savoir moderniser l'administration et la rendre plus transparente, totalise 5,406 millions de dollars en 2016-2017. Ces initiatives ont pour objet de favoriser et de renforcer la responsabilisation, la transparence et la collaboration.

- 240 000 \$ pour créer deux postes en appui au programme des Archives des TNO pour le transfert, la vérification et la gestion des fichiers provenant du gouvernement fédéral dans le cadre du transfert des responsabilités.

- 1,615 million de dollars pour la mise en œuvre de cinq ententes sur la gestion des eaux transfrontalières, appuyée par la création de cinq comités de gestion bilatérale et d'un comité technique du Conseil du bassin du Mackenzie, et pour l'ajout de deux conseillers en gestion des bassins versants.
- 694 000 \$ pour améliorer la transparence de l'exploitation des parcs, compte tenu des modifications comptables prévues dans la *Loi sur la gestion des finances publiques*, afin de comptabiliser séparément les dépenses et les recettes brutes.
- 342 000 \$ pour financer le transfert des responsabilités, soit 300 000 \$ pour le financement intégral des employés qui travaillaient auparavant pour le gouvernement fédéral et 42 000 \$ pour la préparation d'une convention collective à leur intention.
- 108 000 \$ pour le partage des coûts – avec les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux – de la gestion des contrats dans le cadre des ententes sur les services de police.
- 316 000 \$ provenant du Fonds de la Stratégie de la justice applicable aux Autochtones du gouvernement fédéral pour financer les activités de justice communautaire aux TNO. Les fonds seront répartis par les Comités de justice communautaire par le truchement de programmes de justice réparatrice, de soutien aux victimes et de prévention de la criminalité, au gré des besoins de la collectivité.
- 1,24 million de dollars pour moderniser les systèmes internes de gestion des finances et des ressources humaines.
- 851 000 \$ pour la phase 2 de l'examen fonctionnel des communications.

Coût de la vie

Le financement des initiatives relatives au coût de la vie en 2016-2017 devrait s'établir à 10,9 millions de dollars. Ces initiatives ciblent les prix de l'électricité pour tous les consommateurs et le parc de logements pour les membres de la GRC.

- 7,535 millions de dollars pour compenser les coûts induits par la baisse des eaux sous leur niveau moyen dans le système hydroélectrique de la rivière Snare, de manière à éviter l'application d'un avenant tarifaire à tous les consommateurs.
- 3,458 millions de dollars pour construire 46 unités locatives destinées aux membres de la GRC dans le cadre d'un effort concerté entre la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest (SHTNO), le ministère de la Justice du GTNO et la GRC.

Éducation, formation et développement des jeunes

Le budget alloue 4,3 millions de dollars aux initiatives visant à habiliter des gens de tous horizons à apprendre et à se perfectionner pour s'assurer un emploi de qualité aux TNO. Les initiatives comprennent :

- 272 000 \$ pour soutenir la capacité des collectivités à offrir des programmes de soins à la petite enfance et d'alphabétisation familiale.

- 2,223 millions de dollars pour bonifier le Programme d'aide financière aux étudiants en appui à la Stratégie de croissance démographique.
- 554 000 \$ pour des logements familiaux sur le campus du collège Aurora à Inuvik, dont une tranche de 85 000 \$ pour offrir des logis temporaires aux étudiants et à leurs familles en attendant la construction des nouvelles résidences étudiantes.
- 1,25 million de dollars pour améliorer les perspectives d'emploi des personnes handicapées en vertu de l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées.

Mieux-être communautaire et sécurité

Ces initiatives totalisent 4,3 millions de dollars dans le budget 2016-2017. Elles visent à produire des effets positifs sur la santé, tant mentale que physique, des résidents des TNO.

- 677 000 \$ pour augmenter le financement de l'Administration des services de santé et des services sociaux de Hay River relativement aux coûts associés au maintien de l'unité des soins de longue durée de l'hôpital H. H. Williams.
- 1,95 million de dollars pour augmenter le financement de l'Administration des services de santé et des services sociaux de Hay River relativement aux coûts de fonctionnement associés à l'ouverture du nouveau centre de santé de Hay River cette année.
- 1,131 million de dollars à l'Agence des services communautaires tâichô pour l'agrandissement de la résidence pour personnes âgées Jimmy Erasmus à Behchokö.
- 501 000 \$ pour la mise en œuvre de la nouvelle *Loi sur la santé mentale*.
- 48 000 \$ pour financer l'entente sur les analyses biologiques.

Économie, environnement et changements climatiques

Le budget prévoit 4,346 millions de dollars pour diverses initiatives de soutien au développement économique, à la croissance démographique, à l'amélioration de l'efficacité énergétique et à l'adaptation aux changements climatiques.

- 169 000 \$ pour financer le Programme des candidats des TNO et d'autres programmes et services d'immigration en appui à la Stratégie de croissance démographique.
- 311 000 \$ pour installer et exploiter de nouvelles stations de surveillance des eaux dans le cadre du programme du réseau de stations hydrométriques.
- 1,364 million de dollars pour soutenir des mesures dans le cadre de la Stratégie d'exploitation des minéraux :
 - 149 000 \$ pour améliorer la coordination des activités;
 - 140 000 \$ pour la publicité et la promotion;

- 400 000 \$ pour financer le Programme de mesures incitatives sur les activités minières;
- 575 000 \$ pour financer les activités de géoscience;
- 100 000 \$ pour renforcer les capacités autochtones, soutenir les activités de mobilisation et favoriser la participation des organismes, gouvernements et collectivités autochtones aux décisions entourant l'aménagement du territoire et les ressources.
- 1,075 million de dollars pour soutenir des mesures dans le cadre de l'initiative *Tourisme 2020* :
 - 400 000 \$ pour promouvoir les TNO en tant que destination touristique;
 - 125 000 \$ pour financer les efforts de recherche et de planification;
 - 25 000 \$ pour renforcer l'engagement communautaire et industriel;
 - 275 000 \$ pour favoriser l'acquisition de compétences;
 - 250 000 \$ pour financer le tourisme autochtone et les infrastructures de tourisme communautaire, notamment par la création d'un Conseil consultatif des champions du tourisme autochtone.
- 486 000 \$ pour soutenir des mesures dans le cadre de la Stratégie sur les perspectives économiques :
 - 186 000 \$ pour promouvoir et diversifier l'offre touristique aux TNO;
 - 100 000 \$ pour bonifier le Programme de remises pour le cinéma;
 - 100 000 \$ pour financer le bureau des congrès des TNO;
 - 100 000 \$ pour financer les infrastructures communautaires, soit les projets susceptibles d'améliorer l'attrait touristique des collectivités pour les gouvernements de bandes, les municipalités et les organismes sans but lucratif.
- 181 000 \$ pour créer le Centre de géomatique de l'Arctique de l'Ouest.
- 760 000 \$ en financement ponctuel à l'Arctic Energy Alliance pour diverses initiatives liées à la conservation d'énergie et aux énergies renouvelables.

Infrastructures

Le budget des immobilisations 2016-2017 du GTNO, qui a été approuvé en novembre 2015, prévoit des investissements de 292 millions de dollars dans les programmes d'infrastructures du GTNO, ainsi qu'une enveloppe de 28 millions de dollars pour les infrastructures communautaires. Il ne comprend pas le financement des investissements dans le logement qui seront effectués par la SHTNO, car celui-ci est inclus dans le budget principal des dépenses de 2016-2017. En comptant

l'investissement de 22 millions de dollars proposé par la SHTNO, le total des investissements prévus dans les infrastructures s'élève à 342 millions de dollars en 2016-2017.

Faits saillants du budget de dépenses en immobilisations :

- 91 millions de dollars pour le projet de liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie comptabilisé dans le bilan du GTNO.
- 69 millions de dollars pour construire des routes et des routes d'hiver aux TNO, ce qui comprend le financement de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk et les premiers projets routiers présentés dans le cadre du nouveau Plan Chantiers Canada.
- 60 millions de dollars pour des remplacements, des rénovations et des mises à niveau des systèmes d'information dans les établissements de santé, dont le financement nécessaire au projet de l'hôpital territorial Stanton.
- 28 millions de dollars pour continuer à répondre aux besoins communautaires en infrastructures.
- 20 millions de dollars pour commencer à remplacer le parc de bombardiers d'eau servant aux activités de lutte contre les incendies de forêt.

À l'avenir, le GTNO pourrait avoir du mal à entretenir ses actifs existants, améliorer l'offre de logements et satisfaire aux exigences législatives, à moins qu'il ne prenne des mesures pour libérer des ressources financières. Le budget limité des immobilisations sera affecté aux infrastructures essentielles à la continuité des programmes et services existants, aux investissements dans les infrastructures stratégiques qui permettront aux TNO de réaliser leur plein potentiel économique ainsi qu'à l'étude des possibles mesures d'adaptation aux changements climatiques.

Risques pour les perspectives

À l'heure actuelle, le risque d'endettement est considéré comme minime, car le service de la dette absorbe seulement un pour cent environ des recettes totales, compte tenu du niveau d'endettement relativement bas et des faibles taux d'intérêt en vigueur.

Toutefois, de nombreux autres risques budgétaires pèsent sur le GTNO :

- La dépendance de l'économie ténoise au secteur des ressources : les activités de ce secteur sont très variables, et c'est pourquoi les TNO affichent la croissance économique la plus volatile au Canada. Les répercussions de cette volatilité sur les recettes du GTNO peuvent varier considérablement d'une année à l'autre. Les activités du secteur des ressources ont des effets sur la croissance économique à long terme de même que sur la volatilité des recettes autonomes du GTNO.
- La volatilité des recettes : traditionnellement, l'impôt sur les sociétés a constitué la source de recettes autonomes la plus volatile du GTNO. Mais au fil du temps, la subvention de la formule de financement des territoires a réagi aux variations des revenus d'impôt. Les recettes provenant de l'exploitation des ressources sont volatiles, mais leur variabilité ne sera pas contrebalancée par la formule de financement des territoires, qui n'en tient pas

compte dans son calcul. Comme ces recettes sont corrélées aux fluctuations des prix des produits de base et des taux de change et aux décisions opérationnelles des exploitants, il est difficile d'établir des prévisions à leur égard. En ce qui a trait au budget de fonctionnement, le risque de perturbations importantes des recettes d'exploitation des ressources est en grande partie neutralisé par la détermination du GTNO à ne pas utiliser ces recettes pour financer ses activités de fonctionnement, et de les consacrer plutôt au Fonds du patrimoine, au remboursement de la dette et aux infrastructures.

- Le ralentissement de la croissance des recettes : la formule de financement des territoires représente les deux tiers des recettes totales, ce qui donne une stabilité considérable au budget d'une année à l'autre. Toutefois, l'augmentation du financement dépend largement de la croissance de la population ténioise par rapport aux dépenses des gouvernements fédéral, provinciaux et locaux. Une croissance démographique nulle ou négative et d'autres mesures d'austérité budgétaire de la part des gouvernements provinciaux et locaux se traduirait par une augmentation moindre de cette subvention.
- Pressions continues sur les dépenses de fonctionnement : le GTNO subit des pressions continues pour bonifier les initiatives existantes et mettre en œuvre de nouvelles initiatives, mais sans réduire l'enveloppe des programmes et services existants. Même si le GTNO a réalisé des progrès constants dans la réduction du taux de croissance des dépenses liées aux programmes, il devra poursuivre ses efforts pour veiller à ce que le rythme d'augmentation des dépenses ne dépasse pas celui des recettes, faute de quoi sa situation budgétaire pourrait se détériorer.
- Dépenses imprévues et dépassements de coûts des projets d'immobilisations : les pics de dépenses de fonctionnement correspondent habituellement à des événements imprévus, comme des efforts extraordinaires de lutte contre les incendies ou d'autres catastrophes naturelles. Lorsque le GTNO entreprend des projets d'immobilisations de grande envergure, le risque que survienne un dépassement de coûts susceptible de fragiliser son cadre financier est exacerbé.

Sommaire des résultats

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal 2016-2017	Budget révisé 2015-2016	Budget principal 2015-2016	Données réelles 2014-2015
RECETTES	1 809 762	1 826 965	1 826 794	1 826 916
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Rémunération et avantages sociaux	369 121	381 696	376 537	374 926
Subventions, contributions et transferts	772 360	788 084	763 443	751 981
Amortissement	89 326	80 990	80 990	79 050
Imputation des coûts	18 334	18 215	18 067	20 038
Matériel informatique et logiciels	7 884	6 289	5 905	7 615
Services contractuels	211 977	239 496	208 205	238 290
Actifs contrôlables	3 286	4 001	4 016	4 664
Droits et paiements	84 492	93 639	82 966	103 625
Intérêts	11 202	11 604	11 604	8 933
Équipements et fournitures	20 899	23 651	19 670	30 029
Achats de services	13 057	15 542	13 696	14 175
Déplacements	18 459	23 142	19 999	19 557
Services publics	39 530	40 666	39 680	42 204
Provisions pour moins-value	2 419	2 419	2 469	3 585
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT – TOTAL À VOTER	1 662 346	1 729 434	1 647 520	1 698 672
EXCÉDENT (OU DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT AVANT LES REDRESSEMENTS				
Contributions aux infrastructures	147 416	97 531	179 274	128 244
Entretien différé	(28 402)	(31 338)	(28 463)	(31 406)
Fonds de stabilisation des produits pétroliers – Gain (perte) net(te)	–	(4 149)	(4 149)	(2 274)
Réserve supplémentaire	94	(85)	64	893
Prévision des crédits parlementaires non reportables	(30 000)	–	(30 000)	–
TRAVAUX RÉALISÉS POUR LE COMPTE D'AUTRUI	30 000	35 000	30 000	–
Recouvrements	89 526	92 255	76 560	69 661
Dépenses	(89 526)	(92 255)	(76 560)	(69 661)
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT POUR L'ANNÉE	119 108	96 959	146 726	95 457
EXCÉDENT ACCUMULÉ – DÉBUT D'ANNÉE	1 518 855	1 421 896	1 272 101	1 326 439
EXCÉDENT ACCUMULÉ – FIN D'ANNÉE	1 637 963	1 518 855	1 418 827	1 421 896

Sommaire des recettes

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal 2016-2017	Budget révisé 2015-2016	Budget principal 2015-2016	Données réelles 2014-2015
SUBVENTION DU CANADA	1 219 888	1 232 755	1 232 755	1 208 840
TRANSFERTS	170 660	206 441	168 796	210 835
RECETTES FISCALES				
Impôt sur le revenu des particuliers	110 603	109 837	108 379	110 810
Impôt sur le revenu des sociétés	60 003	25 010	40 640	31 815
Taxe sur le tabac	15 760	15 902	15 811	16 053
Taxe sur les carburants	18 877	18 722	18 817	19 260
Impôt sur la masse salariale	41 448	41 578	42 743	40 250
Impôt foncier et taxes scolaires	23 360	28 737	28 797	28 261
Taxe sur les primes d'assurance de base	4 500	4 600	4 600	4 383
Taxe sur les primes d'assurance incendie	350	480	480	293
	274 901	244 866	260 267	251 125
Recettes tirées de l'exploitation des ressources non renouvelables				
Permis, location et autres frais	3 122	2 410	2 283	3 281
Redevances minières, pétrolières et gazières	59 810	60 799	78 940	62 831
Droits d'exploitation de carrières	250	225	-	919
	63 182	63 434	81 223	67 031
RECETTES GÉNÉRALES				
Bénéfice net des fonds renouvelables	23 281	23 574	26 936	25 303
Recettes liées aux règlements	26 726	21 349	21 816	19 760
Revenus de placement	805	1 140	1 140	3 156
Baux	5 614	5 196	5 203	9 230
Programmes	20 376	23 938	24 381	19 762
Contributions en nature	593	593	593	1 136
Services et recettes diverses	736	679	684	2 170
Recouvrement de dépenses d'années antérieures	3 000	3 000	3 000	8 028
RECETTES TOTALES	81 131	79 469	83 753	89 085
	1 809 762	1 826 965	1 826 794	1 826 916

Sommaire des dépenses de fonctionnement, par ministère

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal 2016-2017	Budget révisé 2015-2016	Budget principal 2015-2016	Données réelles 2014-2015
Ministère				
Assemblée législative	19 336	21 183	21 175	19 887
Affaires autochtones et Relations intergouvernementales	8 754	9 390	9 340	8 969
Éducation, Culture et Formation	315 848	316 121	309 786	309 303
Environnement et Ressources naturelles	90 315	111 588	85 981	133 983
Exécutif	11 986	12 689	11 779	13 632
Finances	213 904	233 821	211 262	243 137
Santé et Services sociaux	414 234	424 974	406 886	401 326
Ressources humaines	23 644	24 330	24 324	21 617
Industrie, Tourisme et Investissement	59 870	64 872	63 457	60 930
Justice	127 092	132 058	130 573	124 925
Administration des terres	28 253	29 979	29 268	24 529
Affaires municipales et communautaires	104 200	103 698	103 477	99 681
Travaux publics et Services	119 711	120 548	120 750	116 025
Transports	125 199	124 183	119 462	120 728
	1 662 346	1 729 434	1 647 520	1 698 672

Sommaire des investissements en infrastructures, par ministère

	(en milliers de dollars)			
	Budget de dépenses en immobilisations 2016-2017	Budget révisé 2015-2016	Budget de dépenses en immobilisations 2015-2016	Données réelles 2014-2015
Immobilisations corporelles				
Assemblée législative	200	353	150	245
Éducation, Culture et Formation	7 899	8 114	5 796	6 257
Environnement et Ressources naturelles	27 939	13 983	11 343	2 376
Finances	1 325	902	210	564
Santé et Services sociaux	20 477	72 998	43 606	54 415
Ressources humaines	-	476	440	305
Industrie, Tourisme et Investissement	3 598	7 456	2 575	2 428
Justice	9 078	20 413	17 166	963
Administration des terres	1 350	534	-	165
Affaires municipales et communautaires	-	-	-	-
Travaux publics et Services	16 977	21 530	12 525	18 659
Transports	71 891	151 331	111 489	139 542
	160 734	298 090	205 300	225 919
Contributions à l'infrastructure				
Affaires municipales et communautaires	28 002	29 762	28 002	30 614
Éducation, Culture et Formation	400	576	461	632
	28 402	30 338	28 463	31 246
Entretien différé (autre que les immobilisations)				
Éducation, Culture et Formation	-	300	300	-
Santé et Services sociaux	-	1 313	789	767
Justice	-	620	620	-
Travaux publics et Services	-	2 480	2 000	1 424
Transports	-	440	440	-
	-	5 153	4 149	2 191
Partenariats public-privé				
Finances	91 000	-	-	-
Santé et Services sociaux	40 000	41 747	40 000	4 153
	131 000	41 747	40 000	4 153
Budget total de dépenses en immobilisations				
	320 136	375 328	277 912	263 509

Sommaire de la dette et de la capacité d'emprunt prévue

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal 2016-2017	Budget révisé 2015-2016	Budget principal 2015-2016	Données réelles 2014-2015
DETTE À COURT TERME				
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	312 000	258 000	272 000	234 859
Administration des services de santé et des services sociaux de Hay River	1 000	-	-	-
Société d'hydro des TNO	20 000	37 000	31 000	17 595
	333 000	295 000	303 000	252 454
DETTE À LONG TERME				
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest				
Pont de Deh Cho – Obligations à rendement réel	178 427	177 801	180 023	178 176
Société canadienne d'hypothèques et de logement	597	668	668	735
Organismes publics				
Société d'hydro des TNO	230 272	182 999	183 735	185 098
Société d'habitation des TNO	9 189	10 045	10 045	10 719
Administration scolaire confessionnelle publique de district de Yellowknife	855	1 599	1 599	2 302
	752 340	668 112	679 070	629 484
DETTE TOTALE				
OBLIGATIONS DÉCOULANT DES CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION				
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest				
	1 816	2 602	1 298	3 510
Société d'hydro des TNO	17 976	18 382	19 719	18 787
Société d'habitation des TNO	-	52	52	281
GARANTIES D'EMPRUNT				
Autres organismes publics	250	250	250	250
Société d'habitation des TNO	19 149	21 234	21 881	24 142
	791 531	710 632	722 270	676 454
MOINS				
FONDS D'AMORTISSEMENT ASSUJETTIS À DES RESTRICTIONS EXTERNES				
Société d'hydro des TNO	(8 749)	(7 988)	(8 117)	(7 194)
EMPRUNT TERRITORIAL				
	782 782	702 644	714 153	669 260
PLAFOND D'EMPRUNT TERRITORIAL				
	1 300 000	1 300 000	800 000	800 000
POUVOIR D'EMPRUNT DISPONIBLE AUX FINS DE PLANIFICATION BUDGÉTAIRE				
	517 218	597 356	85 847	130 740

TAUX DE TAXES ET D'IMPOSITION PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX AU 27 MAI 2016

	Impôt marginal maximal sur le revenu des particuliers combiné ^{a)} (%)	Taxe de vente au détail (%)	Taxe sur les carburants ^{b)}		Taxe sur le tabac ^{c)} (\$ par cartouche)	Charges sociales ^{d)} (%)	Impôt des sociétés		Impôt sur le capital des institutions financières ^{e)} (%)
			Essence (\$ par litre)	Diesel (\$ par litre)			Petites (%)	Grandes (%)	
Territoires du Nord-Ouest	47,05	–	10,7	9,1	57,20	2,00	4,0	11,5	–
Nunavut	44,50	–	6,4	9,1	50,00	2,00	4,0	12,0	–
Yukon	48,00	–	6,2	7,2	42,00	–	3,0	15,0	–
Colombie-Britannique	47,70	7,0	21,2	22,7	47,80	–	2,5	11,0	–
Alberta	48,00	–	13,0	13,0	50,00	–	3,0	12,0	–
Saskatchewan	48,00	5,0	15,0	15,0	50,00	–	2,0	12,0	3,25
Manitoba	50,40	8,0	14,0	14,0	59,00	2,15	0,0	12,0	6,00
Ontario	53,53	8,0	14,7	14,3	30,95	1,95	4,5	11,5	1,25 ^{e)}
Québec	53,31	10,0	19,2	20,2	29,80	4,26	8,0	11,9	1,25 ^{e)}
Nouveau-Brunswick ^{f)}	53,30	8,0	15,5	21,5	44,52	–	3,5	14,0	5,0
Nouvelle-Écosse	54,00	10,0	15,5	15,4	55,04	–	3,0	16,0	4,0
Île-du-Prince-Édouard ^{g)}	51,37	9,0	13,1	20,2	50,00	–	4,5	16,0	5,0
Terre-Neuve-et-Labrador ^{h)}	49,80	8,0	16,5	16,5	49,00	2,00	3,0	15,0	6,0
Moyenne pondérée ⁱ⁾	51,70	7,3	16,4	16,8	38,06	1,84	4,5	11,9	1,41

Notes :

- a) Plus hauts taux d'imposition du revenu et de la surtaxe des particuliers fédéral, provincial et territorial combinés, en vigueur pour l'année d'imposition 2016.
- b) Le taux de taxe sur l'essence aux fins non routières est de 6,4 cents le litre aux TNO. En Colombie-Britannique, les taux de taxe sur le carburant comprennent une taxe sur le carbone et sont en vigueur dans les régions situées à l'extérieur de Victoria et des basses-terres continentales. En Colombie-Britannique, les taux de taxe sur le carbone sont uniformes à l'échelle de la province; toutefois, les taux de taxe sur les carburants sont différents d'une région à l'autre. Les taux de taxe sur les carburants varient également d'une région à l'autre au Québec.
- c) La Colombie-Britannique, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario et la Saskatchewan appliquent la taxe de vente sur les produits du tabac.
- d) Les TNO et le Nunavut prélèvent un impôt sur le salaire des employés. Les autres provinces qui prélèvent un impôt sur le salaire accordent des exemptions aux petites entreprises, ou les taux varient en fonction de l'importance de la masse salariale.
- e) L'Ontario et le Québec prélèvent un impôt sur le capital des institutions d'assurance vie.
- f) La portion du Nouveau-Brunswick de la TVH passera à 10 % le 1^{er} juillet 2016.
- g) La portion de l'Île-du-Prince-Édouard de la TVH passera à 10 % le 1^{er} octobre 2016.
- h) Les taux de taxe sur l'essence et le diesel de Terre-Neuve augmenteront de 16,5 cents/litre et de 5 cents/litre, respectivement, le 2 juin 2016. La portion provinciale de la TVH passera à 10 % le 1^{er} juillet 2016. À compter du 1^{er} juillet 2016, il faudra verser un prélèvement temporaire d'au plus 900 \$ pour la réduction du déficit.
- i) La moyenne est pondérée selon les populations provinciales ou territoriales au 1^{er} juillet 2015.